

*l'Anti*capitaliste

n°622 | 30 juin 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

Face à tous les
réactionnaires d'ici
et d'ailleurs

MON
CORPS
♀
MON
CHOIX

Dossier

DES RENCONTRES
ET DES DÉBATS
POUR UNE GAUCHE
DE COMBAT

Pages 6 et 7

ÉDITO

My body my choice
Page 2

PREMIER PLAN

Face à Macron, aux
capitalistes et à l'extrême
droite: la riposte sociale et
politique reste à construire!
Page 2

Tragédie de Melilla. Les
frontières tuent: ouvrons-les!
Page 2

ACTU INTERNATIONALE

USA. La Cour suprême met fin
au droit constitutionnel à
l'avortement, d'autres droits
sont menacés
Page 4

Ukraine. «L'avenir du
mouvement socialiste en
Ukraine dépend de la
solidarité internationale»
Page 5

ACTU SOCIALE

Marche des fiertés.
«Faire front», une politique
unitaire, une stratégie lutte
des classes
Page 8



LIBRE EXPRESSION

Otan: de mal en pis,
par Gilbert Achcar
Page 12



édito

Par AURÉLIE-ANNE THOS

My body my choice

Le 24 juin, la Cour suprême des États-Unis est revenue sur l'arrêt Roe vs Wade garantissant le droit à l'avortement. Depuis, la liste des États interdisant l'IVG ou réduisant drastiquement son accès ne cesse de s'allonger: le Missouri, l'Arkansas, l'Oklahoma, le Kentucky... Certains n'acceptant aucune exception, même en cas de viol, même en cas d'inceste, même en cas de risque vital pour la femme. Pour les centaines de milliers de femmes concernées dans ces États, la situation est catastrophique: tenter d'accéder à l'avortement dans un État ou pays voisin pourrait les mettre en danger, et pour les femmes précaires, parmi lesquelles nombre de femmes racisées, cela ne sera de toute façon pas une option, le voyage étant trop cher. C'est un retour en arrière terrible en matière de droits humains et d'accès à l'autonomie pour les femmes. Et la Cour suprême pourrait ne pas s'arrêter là: l'accès à la contraception, notamment la contraception d'urgence, et le mariage entre personnes du même sexe pourraient aussi être menacés.

Pouvoir planifier sa grossesse, pouvoir choisir de faire des enfants ou non devrait être un droit inaliénable. Ceux qui attaquent ce droit sont des hypocrites car les femmes ont pratiqué, pratiquent et pratiqueront toujours des avortements. Autoriser l'avortement ne fait pas augmenter le nombre d'avortements, interdire l'avortement ne fait pas diminuer le nombre d'avortements. La seule chose qui change lorsque l'on interdit l'avortement, c'est le nombre de femmes qui en meurent. Interdire l'avortement c'est volontairement laisser des femmes mourir. Dans le monde, une femme meurt toutes les neuf minutes d'un avortement clandestin et bientôt des milliers de femmes étatsuniennes se tourneront vers des avortements non sécurisés et ne pourront pas compter sur leur médecin en cas de complications. Cette situation dramatique nous rappelle à quel point nos droits sont fragiles. Il n'y a pas qu'aux USA: en Pologne, le gouvernement veut dorénavant fichier les femmes enceintes. En Italie, la clause de conscience des médecins entrave fortement l'accès à l'IVG. En France, même en cas de constitutionnalisation du droit à l'IVG il faudra se battre pour y avoir accès de manière réelle: pour l'ouverture de centres et de lits d'IVG, l'allongement des délais légaux, la suppression de la clause de conscience.

Notre solidarité est internationale, nous soutenons toutes les femmes en lutte pour obtenir le droit à disposer librement de leur corps, que ce soit aux USA, en Pologne, à Malte, au Maroc, au Brésil, au Chili... Solidarité avec les femmes du monde entier!

BIEN DIT

Soyons clair: si vous pensez que le gouvernement est à sa place dans l'utérus d'une femme, dans les affaires des personnes homosexuelles, ou que le racisme est acceptable, alors s'il vous plaît, au nom de votre Seigneur, n'écoutez plus jamais ma musique.

PINK (chanteuse), Twitter, 25 juin 2022.

À la Une

FACE À MACRON, AUX CAPITALISTES ET À L'EXTRÊME DROITE

La riposte sociale et politique reste à construire!

Emmanuel Macron a donc annoncé qu'il « confirmait » la Première ministre Elizabeth Borne dans ses fonctions, malgré la claque reçue aux législatives et son absence de majorité à l'Assemblée. « La Première ministre a ma confiance pour mener l'action du gouvernement dans la durée pour notre pays », a ainsi expliqué Macron, ajoutant: « [Elle] me soumettra des propositions pour une feuille de route pour le gouvernement de la France sur les prochains mois et les prochaines années, et également pour la composition d'un nouveau gouvernement d'action au service de la France, que nous mettrons en place dans les premiers jours du mois de juillet. »

Rien de nouveau sous le soleil, en somme? Pas complètement. Car si Macron et les siens font mine d'enjamber le résultat des législatives, répétant à l'envi que le président a été élu en avril sur un mandat et un programme et qu'il entend bien l'appliquer, les petits génies de la macronie savent bien qu'ils ne pourront pas obtenir de majorité au Parlement pour faire passer leurs contre-réformes s'ils n'arrivent pas à coopter, sinon d'autres courants politiques, du moins des fractions de ces courants. Les tractations vont bon train, qui ne nous intéressent guère on doit le dire, et on peut imaginer que le prochain gouvernement se voudra « d'ouverture », afin de contester, du moins symboliquement, l'idée selon laquelle le pouvoir exécutif serait minoritaire.

Monsieur 3,5%

Nous sommes donc actuellement dans un entre-deux, mais un certain nombre d'indicateurs et de tendances sont là, qui nous permettent de comprendre ce à quoi nous allons devoir nous opposer. Les prétendues annonces « sociales » du gouvernement sont à ce titre exemplaires. Alors que les fins de mois commencent de plus en plus tôt, que la misère et la précarité explosent, que les salariéEs sont payés une misère alors que l'inflation fait flamber les prix, le pouvoir a annoncé coup sur coup un plafonnement de l'augmentation des loyers à 3,5% et une revalorisation des salaires des fonctionnaires dans la même proportion. Concernant les loyers, c'est au minimum un blocage qui serait

LA MACRONIE PRÊTE À FAIRE ALIANCE AVEC L'EXTRÊME DROITE



nécessaire, et même une baisse significative, tant les prix ont augmenté ces dernières années. Comble de la provocation, Bruno Le Maire a annoncé que les APL seraient elles aussi revalorisées de 3,5%, pour un coût de 168 millions d'euros. Comme si l'on avait oublié ce que rappelait la Fondation Abbé Pierre en janvier dernier: « En cinq ans, si l'on cumule les multiples baisses de l'Aide personnalisée au logement (APL) et la réduction du financement du logement social, ce sont plus de 15 milliards d'euros d'économies que l'État a faits au détriment du logement des plus faibles. »¹

À propos des salaires des fonctionnaires, si l'on peut évidemment considérer que 3,5% c'est toujours mieux qu'un maintien du gel du point d'indice, là encore on a l'impression que le gouvernement se fiche de nous. La CGT demandait ainsi une augmentation de 10%, avec indexation sur l'inflation, ce qui est bien le minimum. Mais de ce minimum le gouvernement ne veut pas, qui

tente de se donner un air « social » en pratiquant le saupoudrage tout en ne lâchant rien sur ses fondamentaux de droite: 3,5% d'augmentation, c'est + 70 euros pour unE salariéE à 2000 euros, soit même pas un plein d'essence, et sans indexation sur l'inflation, ce pas grand chose va rapidement devenir: rien.

Une riposte unitaire et radicale

On imagine donc sans peine que la loi dite « pouvoir d'achat » sera tout aussi misérable que l'ont été ces quelques annonces du gouvernement qui, dans le même temps, n'a absolument pas renoncé à ses projets de destruction sociale, qu'il s'agisse de la poursuite de la contre-réforme de l'assurance chômage, de la retraite à 65 ans ou de la saignée des services publics qui, à l'image de l'hôpital et de l'école, sont à l'agonie. Pour nos conditions de travail et nos conditions de vie, il va donc falloir se préparer à des combats d'ampleur, à une généralisation des mobilisations qui ont eu lieu

ces derniers mois, sur les salaires, le logement, les services publics, etc. Des batailles qui vont également être un premier test pour les éluEs de la Nupes, et notamment ceux incarnant une gauche de rupture avec le social-libéralisme. Leur élection et leur travail peut redonner confiance, encourager à surmonter la résignation, et même être un point d'appui pour les luttes. Mais cette élection ne peut, en soi, être une réponse aux problèmes d'ampleur qui se posent à notre camp social, pas plus que ne peut l'être une focalisation sur la « guérilla parlementaire » à venir. Face à Macron, aux capitalistes et à l'extrême droite qui menace, c'est un puissant rapport de forces qu'il va falloir construire, alliant unité et radicalité, appuyé sur les mobilisations et l'auto-organisation locales. Il s'agit donc de préparer, dès aujourd'hui, cette riposte, sans se focaliser sur le jeu parlementaire et les intrigues de cour – et tout en combattant fermement ceux qui seraient tentés, à gauche, par toute forme d'« union nationale ». Une riposte unitaire et radicale donc, s'appuyant entre autres sur les dynamiques militantes qu'ont pu générer les campagnes d'une partie des candidatEs de la Nupes, afin de constituer ou de pérenniser des collectifs prêts à mener les bagarres à venir. Le tout en posant dans le paysage l'urgence de la constitution d'une force politique de rupture, anticapitaliste, indispensable pour faire face à l'extrême droite, pour nous représenter nous-mêmes et mener la bataille jusqu'au bout.

J.S.

1 – « Et les autres? », journal de la Fondation Abbé Pierre, janvier 2022.

TRAGÉDIE DE MELILLA

Les frontières tuent: ouvrons-les!

« C'est du jamais vu dans l'histoire de l'immigration au Maroc ». C'est ainsi qu'a réagi Omar Naji, membre de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), suite à la mort de plusieurs dizaines de migrantEs, vendredi 24 juin, à l'entrée de l'enclave espagnole de Melilla, « frontière » entre le Maroc et l'Espagne. Le bilan est encore provisoire, et ne sera probablement jamais définitif, mais nul doute que ce qui s'est passé le 24 juin à Melilla demeurera comme l'un des symboles tragiques du sort fait aux migrantEs par l'Union européenne.

Ce sont, selon les témoins, entre 800 et 2000 migrantEs venus d'Afrique subsaharienne qui ont tenté de franchir l'entrée de l'enclave espagnole au Maroc, héritage de l'ère coloniale, afin de pouvoir revendiquer l'asile dans l'UE. Le sociologue Mehdi Alioua explique: « [Ils] sont partis côté marocain, ont

pénétré dans ce couloir entouré de murs, assez large au départ mais qui rétrécit ensuite côté espagnol, et ont fini nassés là. Les barrières de sécurité marocaines sont tombées facilement sous la pression, mais côté espagnol, il est impossible de passer à plusieurs. Ça a été un véritable goulot d'étranglement: les gens ont été écrasés. »¹

« Nul ne peut fermer les yeux face à tant d'ignominie »

Les scènes qui ont fait le tour des réseaux sociaux sont difficiles à supporter. On y voit des dizaines de corps, entassés, des scènes de panique, des policiers en train de frapper des gens au sol ou en train d'essayer d'échapper au drame... La violence criminelle des politiques

migratoires européennes dans toute son horreur et, pour une fois, serait-on tenté de dire, à ciel ouvert et devant des caméras. Comme le soulignent en effet Nejma Brahim et Rachida El Azzouzi, « si la Méditerranée était vidée de ses eaux, c'est probablement le spectacle affligeant qu'elle nous offrirait; après avoir englouti tant de vies – plus de 24 000

Un monde à changer

SIX ANS APRÈS, VÉRITÉ ET JUSTICE POUR ADAMA. Le 2 juillet prochain, six ans après la mort d'Adama Traoré, tué le jour de ses 24 ans par des gendarmes après son interpellation à Beaumont-sur-Oise, une grande marche est organisée. Pour que justice soit faite et vérité soit rendue. Six ans après, le mensonge d'État concernant la mort d'Adama Traoré se poursuit. On a voulu faire passer ce crime raciste pour un faits divers. On a voulu fausser l'autopsie et nous faire croire qu'il était mort de maladie. On a voulu empêcher sa famille d'organiser la lutte pour la vérité, en jetant un à un ses frères en prison. Mais la famille d'Adama a tenu. Sa sœur Assa a pris la tête du combat pour la mémoire de son frère et, au-delà, comme

elle le répète souvent, pour celle de tous les jeunes hommes des quartiers populaires victimes des violences perpétrées par les forces dites « de l'ordre ». Et le « combat Adama » est finalement devenu une question politique majeure. Que de chemin parcouru depuis six ans. Mais aussi que de violences policières. Contre les jeunes des quartiers, encore et toujours. Contre les migrantEs, les militantEs, les manifestantEs, les journalistes, les Gilets jaunes. Contre toutes celles et tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, refusent de se résigner, de baisser les yeux, de rentrer chez eux. Et que de mensonges d'État. Où est Steve ? Qui a tué Zineb ? Pourquoi l'arme qui a tué Babacar Gueye a-t-elle disparu ?

Des questions sans réponse, qui sont le nom d'autant de scandales qui auraient dû, depuis longtemps et au même titre que le déchaînement de violences policières à grand renfort d'armes de guerre, conduire à des condamnations et à des démissions. C'est pourquoi nous manifesterons le 2 juillet à Beaumont-sur-Oise, au côté des proches d'Adama Traoré, des familles d'autres victimes des flics, mais aussi de toutes celles et tous ceux, et l'on espère qu'ils et elles seront nombreux, qui ont conscience que céder face à la gouvernance autoritaire de Macron, c'est se condamner à ne plus pouvoir lutter demain.

Nous manifesterons le 2 juillet à Beaumont-sur-Oise, pour dire notre refus de la violence et des mensonges d'État. Pour Adama, pour touTEs les autres, pour leur mémoire, pour la justice, pour nos droits.

ÉCOLOGIE **Plan climat de l'UE : totalement capitaliste**

À force d'entendre parler du Plan Climat de l'Union européenne (Green New Deal européen ou Fit For 55), on pourrait espérer que le climat soit enfin pris au sérieux. Mais, quand on y regarde de près, il y a de quoi déchanter.

La Commission européenne a lancé le 14 juillet 2021 un plan global supposé mettre en œuvre la transition climatique. L'objectif affiché, comme son nom l'indique, est de réduire de 55% les émissions d'ici 2030. Ce plan comporte quatorze (projets de) lois qui doivent être adoptées par le Parlement européen et ensuite ratifiées et transposées dans la législation des différents États membres. Dans ce cadre, le Parlement européen a adopté le 8 juin l'interdiction de la vente des véhicules thermiques en 2035 à l'exception des voitures de luxe produites à moins de 1000 exemplaires et, en vertu de l'amendement dit « Ferrari » avec un délai supplémentaire pour celles produites à moins de 10000¹.

Le très juteux marché des droits à polluer

Le 22 juin, il s'agissait de textes portant sur la réforme du marché du carbone. En bonne logique libérale et bien qu'il se soit révélé totalement inefficace, le marché (du carbone) continue d'occuper



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

une place centrale dans la stratégie de l'UE. Selon l'idéologie libérale, faire payer pour émettre devrait inciter les industriels à polluer moins. Depuis 2005 il existe un marché des « droits à polluer » limité aux secteurs industriels particulièrement émetteurs – soit environ 40% des émissions. Dans la réalité, au nom de la sacrosainte concurrence et pour ne pas pénaliser l'industrie européenne, celle-ci s'est vu attribuer des quotas

gratuits. Résultat : un très juteux marché des droits à polluer et une réduction des émissions insignifiantes. Avec les nouveaux textes, d'une part le marché carbone serait élargi au secteur maritime, à l'aviation, aux poids lourds et aux immeubles de bureaux, d'autre part les quotas gratuits devraient progressivement disparaître compensés par la mise en place d'une taxe aux frontières sur les importations. Sous la pression des lobbies

des grands groupes et de la droite, les quotas gratuits ont encore de beaux jours devant eux. Ils ne devraient baisser qu'à partir de 2027 pour disparaître en 2032. Cerise sur le gâteau : les capitalistes continueront de recevoir des quotas gratuits pour les productions destinées aux exportations vers des pays n'ayant pas une tarification carbone comparable.

En finir avec un système productiviste climaticide

Concernant la taxe aux frontières (« Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières »), notons déjà qu'elle exclut la chimie organique, les produits de raffinage et certains engrais, mais surtout elle prétend soigner par une recette libérale les émissions importées, cachées, nées des politiques libérales de mondialisation capitaliste. Oui, si certains pays européens peuvent se poser en champions du climat c'est en sous-traitant une part importante de leurs émissions, en faisant porter sur le reste du monde le fardeau d'un système productiviste climaticide. Ce ne sont pas les réponses néo-libérales du Plan climat européen qui mettront fin à ce scandale social, colonial et climatique, c'est une transformation radicale de l'appareil de production pour sortir des énergies fossiles et du nucléaire en réduisant drastiquement la production matérielle et les transports.

Commission nationale écologie

1 – Voir l'article de Jean-Claude Vessillier dans *L'Anticapitaliste* n°620 (16 juin 2022).

depuis 2014 – dans une indifférence quasi générale. Cette fois, les morts sont bel et bien visibles. Cette fois, nul ne peut fermer les yeux face à tant d'ignominie.²

La tragédie de Melilla ne doit en effet rien à la fatalité. Et elle n'est pas, contrairement à ce que se sont pressées de clamer les autorités marocaines et espagnoles, de la responsabilité des « passeurs ». Les premiers responsables sont en effet les gouvernements européens et, en l'occurrence, leur partenaire marocain, qui appliquent une politique ultra-répressive à l'égard des migrantEs pour les empêcher, à tout prix, de fouler le sol de l'Union européenne. Ce qui s'est passé à Melilla n'est que la conséquence logique – et tragique – de la consolidation d'une Europe forteresse, cernée de murs et de dispositifs destinés à « refouler » les migrantEs, dont

l'enclave espagnole est l'une des incarnations les plus visibles.



L'enclave de Melilla. DR

Ouvrez les frontières!

C'est ce qu'a rappelé le journaliste Olivier Cyran quelques jours après le drame : « Avec le mur de Ceuta, l'autre enclave espagnole au Maroc, celui de Melilla représente la seule frontière terrestre entre l'Europe et

l'Afrique, raison pour laquelle c'est l'un des fronts les plus anciens et meurtriers de la politique européenne de guerre aux demandeurs d'asile. [...] Ce crime organisé à grande échelle est mis en œuvre à la fois par la Guardia Civil espagnole et la police marocaine, à laquelle Madrid et l'UE sous-traient une part du sale boulot. En 2019 par exemple, l'Espagne a fourni au Maroc pour 30 millions d'euros de véhicules militaires, de drones et de radars destinés à la répression des migrants, une rallonge aux 140 millions déjà affectés par l'UE à ses supplétifs. La tuerie de vendredi a beau avoir eu lieu du côté marocain, il s'agit bien d'une coproduction espagnole et européenne. »³

Les États européens, France en tête, sont responsables de la situation. Ainsi, les grandes puissances impérialistes portent une responsabilité

ancienne et écrasante dans le fait que ces « damnés de la terre » quittent leur lieu de vie : pillage des ressources, interventions militaires, destruction des économies et des écosystèmes, soutien aux pires régimes, déstabilisation de celles et ceux qui ne rentrent pas dans le rang... Leur politique est criminelle, car on sait que les frontières tuent d'autant plus qu'elles sont fermées. Toute solidarité internationale passe par l'ouverture des frontières, par l'accueil de toutes et tous, la régularisation de touTEs les sans-papiers, pour la liberté de circulation et d'installation.

J.S.

1 – Cité dans Nejma Brahimi et Rachida El Azzouzi, « Tragédie aux portes de l'Europe : des politiques migratoires plus mortelles que jamais », *Mediapart*, 27 juin 2022.

2 – *Idem*.

3 – Twitter, 27 juin 2022.

Le chiffre

1,6 million

C'est, en euros, d'après les calculs réalisés par Checknews (Libération), le montant de la dotation publique annuelle dont pourrait bénéficier Reconquête, le parti d'Éric Zemmour, suite à ses scores aux législatives. Un nouvel épisode du feuilleton « De l'argent public pour financer la haine ».



Agenda

Jeudi 30 juin, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes. À 20h30, salle de la Mano (Nantes Nord), 3, rue Eugène-Thomas, Tram 2 – arrêt Chêne-des-Anglais.

Samedi 2 juillet, journée de manifestation pour le droit à l'avortement.

Samedi 2 juillet, marche et festival pour Adama, Beaumont-sur-Oise. À 12h : conférence de presse – Mairie de Persan, à 14h : départ de la marche – gare de Persan-Beaumont, tombola, jeux gonflables, barbecue, concerts.

Du 23 au 30 juillet, 37^e rencontres internationales des jeunes, Moulins.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT

Face à l'augmentation des prix, nous protégeons les Français.

BRUNO LE MAIRE, Twitter, 27 juin 2022

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE **Nouvel épisode de la lutte des livreurEs**

Initié à Yverdon le 2 novembre 2021 par les livreurEs de la plateforme Smood et soutenu par le syndicat Unia, un mouvement de grève s'étendait rapidement sur plusieurs cantons romands. Cette lutte exemplaire a pris une autre tournure six mois plus tard, avec la signature d'une Convention collective de travail (CCT).

Le 19 mai 2022, la majeure partie des livreurEs Smood a appris par le biais d'un communiqué de presse, et en même temps que les médias, qu'un accord a été trouvé entre leur employeur, Marc Aeschlimann, et Syndicom, syndicat des médias et de la communication. Cet accord se traduit par une CCT d'entreprise qui est censée réglementer les futures conditions de travail des livreurEs Smood, et entrera en vigueur en automne 2022. Y sont mentionnés un salaire minimum, la garantie hebdomadaire d'heures, la couverture de frais kilométriques, et surtout, la «*paix du travail illimitée*», selon les termes de la CCT.

Le double jeu de Syndicom

Alors qu'Unia a soutenu et organisé les grévistes, Syndicom a mis du temps à communiquer son soutien dans ce conflit de travail, répondant être depuis plusieurs mois en discussions avec l'employeur. Même si les deux syndicats ont finalement réussi à s'asseoir ensemble durant la procédure de conciliation entre les parties en conflit, il semble aujourd'hui que Syndicom a joué double jeu, en négociant avec Smood dans le dos du syndicat Unia et des grévistes. Résultat des courses, une CCT sortie du chapeau et qui n'a pas été discutée avec la base, selon les affirmations du responsable logistique d'Unia, Roman Künzler : «*Les grévistes et leur syndicat le plus représentatif ont été totalement écartés des négociations, c'est inacceptable!*»

La manière dont cette CCT a été signée illustre assez clairement la nature perverse du partenariat social suisse et notamment la façon dont celui-ci peut être dévastateur pour des courants combattifs présents sur les lieux de travail, en vidant de toute substance les revendications des travailleurEs organisés. Ainsi, la CCT Smood fait abstraction des recommandations émises quelques mois plus tôt par la Chambre des relations collectives de travail devant laquelle tant Syndicom qu'Unia avec la délégation de grévistes, et la partie patronale, ont comparu pendant plus d'un mois. Les conditions finales dans ce texte ne correspondent de loin pas aux demandes des grévistes.

Une CCT conçue sur mesure pour l'employeur

Dans le processus de négociations, nous pouvons mettre en doute la représentativité de Syndicom dans le cas de Smood parce qu'une importante partie des livreurEs est syndiquée chez Unia. De plus, nous pouvons nous interroger sur le processus de consultation et sur la validité de cette CCT. En effet, sur les 1200 livreurEs que Smood occupe au total, selon les chiffres communiqués par l'entreprise, moins d'un tiers a pu se prononcer sur le sujet. La tournure de la bataille Smood montre parfaitement comment le partenariat social efface la conflictualité et dépossède les travailleurEs de leur outil de lutte le plus puissant qu'est la grève. Non seulement les livreurEs de Smood n'ont pas mandaté clairement Syndicom comme leur représentant, mais ces derniers n'ont même pas pu convenablement s'exprimer sur ce que seront leurs conditions de travail. L'ironie du sort c'est que la CCT, surfant sur le mouvement de grève, interdit la grève et impose la paix de travail absolue : une claque pour le prolétariat du numérique que constituent les livreurEs Smood comme les travailleurEs d'autres plateformes. La responsabilité de ce mauvais résultat engage l'ensemble du mouvement syndical. Comment se battre efficacement, s'organiser démocratiquement, agir collectivement avec des mandats de la base que les dirigeants syndicaux respectent ? C'est un débat à mener dans toutes les fédérations syndicales, dans la perspective de mieux préparer les futurs combats.

José Sanchez

Publié dans le n°407 de solidaritéS (Suisse).

USA **La Cour suprême met fin au droit constitutionnel à l'avortement, d'autres droits sont menacés**

Cette décision laisse libre cours aux différents États pour interdire l'avortement : elle a donc déclenché la mise en œuvre de lois d'État déjà adoptées, de sorte que l'interdiction de l'avortement est entrée immédiatement en vigueur dans plusieurs États américains. Au total, dans un avenir très proche, 26 des 52 États vont probablement interdire l'avortement, affectant ainsi la vie des 33,5 millions de femmes qui y vivent.

Des dizaines de milliers de femmes, furieuses de cette décision, ont manifesté d'un bout à l'autre du pays, même si certaines femmes conservatrices l'ont quant à elle célébrée. En Arizona, des femmes en colère criant «*Nos corps, notre choix*» ont frappé aux fenêtres des bâtiments du Capitole de l'État jusqu'à ce que la police utilise des gaz lacrymogènes pour les disperser.

«*Aujourd'hui est un moment très solennel pour les États-Unis*», a déclaré le président Joe Biden. «*La Cour suprême a expressément retiré au peuple américain un droit constitutionnel qu'elle avait déjà reconnu. Elle l'a simplement retiré. Cela n'a jamais été fait à un droit qui est si important pour tant d'Américains.*» Cette décision pourrait créer un précédent pour l'abolition d'autres droits. Le juge Clarence Thomas, l'un des cinq juges qui ont voté pour mettre fin au droit à l'avortement, a suggéré que la Cour pourrait, dans la même logique, supprimer le droit à la contraception, à des relations consensuelles entre personnes de même sexe et au mariage entre personnes de même sexe.

Bataille législative

La décision de la Cour est le résultat de cinquante ans de campagne contre le droit à l'avortement menée par l'Église catholique, les chrétiens évangéliques et les politiciens

La Cour suprême des États-Unis, dans une attaque dévastatrice contre la liberté des femmes, a voté par cinq voix contre quatre pour mettre fin au droit constitutionnel et national à l'avortement aux États-Unis.



du Parti républicain. La nomination par l'ancien président Donald Trump de trois archi-conservateurs à la Cour suprême a rendu possible l'abolition du droit constitutionnel à l'avortement. Les militantEs du droit à l'avortement auront désormais deux stratégies politiques. Tout d'abord, faire pression sur le Congrès pour qu'il adopte une loi nationale garantissant le droit à l'avortement – bien que l'adoption d'une telle loi soit aujourd'hui impossible car les Démocrates n'ont pas les voix nécessaires. Les militantEs et les Démocrates tenteront également d'obtenir que les législatures des États protègent le droit à l'avortement dans leur État. Certains Républicains ont déclaré que s'ils remportaient la majorité aux élections de mi-mandat (en novembre prochain) au Congrès, ils feraient passer une interdiction nationale de l'avortement.

Les gouverneurs de plusieurs États libéraux comme New York,

le Connecticut, la Californie, Washington et l'Oregon ont annoncé que les personnes souhaitant se rendre dans leur État pour y avorter sont les bienvenues et seront aidées. Dans les États qui ont adopté des interdictions d'avortement, comme l'Arizona, la Géorgie, la Louisiane, le Michigan, le Tennessee, le Texas et le Wisconsin, les procureurs libéraux des zones urbaines ont déclaré qu'ils n'appliqueraient pas les interdictions d'avortement.

Les femmes des États où l'avortement est interdit devront, si elles veulent avorter, soit se procurer des pilules abortives par courrier, soit se rendre dans d'autres États – parfois à des centaines de kilomètres. Les législateurs des États républicains proposeront des lois pour rendre ces deux options illégales.

Protéger les droits reproductifs

Bon nombre des plus grandes entreprises américaines, et en

particulier les entreprises technologiques, se sont engagées à faire en sorte que leurs employées puissent se faire avorter en couvrant leurs frais de déplacement et en leur fournissant une assurance couvrant les procédures. La déclaration de Warner Brothers était typique : «*À la lumière de la récente décision de la Cour suprême, nous avons immédiatement élargi nos options de prestations de soins de santé afin de couvrir les frais de transport des employés et des membres de leur famille couverts qui doivent se déplacer pour accéder à l'avortement et aux soins reproductifs*», a déclaré un porte-parole de la société. JPMorgan Chase, la plus grande banque du pays, qui emploie quelque 170 000 personnes aux États-Unis, a adopté une position similaire. Il en va de même pour Starbucks, Tesla, Yelp, Airbnb, Microsoft, Netflix, Patagonia, DoorDash, Levi Strauss & Co, PayPal, Reddit, Disney, Meta (Facebook), et Condé Nast. Pour positives que soient ces positions, elles ne résolvent pas les problèmes de millions de femmes employées dans d'autres entreprises, en particulier des petites et moyennes entreprises où les salaires sont plus bas.

Les femmes et les organisations de défense de leurs droits, comme Naral Pro-Choice America et Planned Parenthood, seront à l'avant-garde de la lutte pour protéger les droits reproductifs restants des femmes et pour faire passer une législation visant à créer un droit national à l'avortement. La gauche socialiste sera à leurs côtés.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

GRANDE-BRETAGNE **Grève des travailleurEs du rail**

Les cheminotEs restaient déterminés samedi 25 juin, installant des piquets de grève dans toute la Grande-Bretagne pour leur troisième jour de grève pour les salaires, l'emploi et la sécurité. Les membres du syndicat RMT de Network Rail et de 13 sociétés d'exploitation ferroviaire avaient déjà fait grève mardi et jeudi, dans une bataille décisive contre le gouvernement conservateur et le patronat.

À Carlisle, Craig, organisateur régional du RMT, explique : «*Les employeurs, conjointement avec le gouvernement conservateur, ont déclaré la guerre aux travailleurs du rail. La seule façon de faire face à un tyran est de lui tenir tête et c'est ce que nous avons été obligés de faire.* Il ne s'agit pas seulement des salaires – bien que cette semaine nous ayons vu l'inflation atteindre 11,7%. C'est parce que le gouvernement a attaqué nos conditions de travail, exigeant des suppressions d'emplois et la fermeture potentielle de tous les guichets en Angleterre.»

Il ajoute que les attaques comprennent également «*la perte de près de 3000 emplois critiques pour la sécurité, des attaques contre les régimes de retraite et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.*»

Initiatives de soutien

Maria raconte : «*Les gens nous soutiennent parce qu'ils comprennent que la situation ne concerne pas seulement les travailleurs du rail.*

Mon mari, qui est employé municipal, a également subi un gel des salaires. Le coût de la vie affecte tout le monde et ils nous considèrent comme une source d'inspiration – c'est un sentiment formidable.»

Alors que la pression monte sur les patrons et les conservateurs, plusieurs rassemblements et marches de solidarité ont été organisés à travers la Grande-Bretagne samedi. Des centaines de personnes ont défilé à Glasgow, arrivant au piquet de grève du RMT en scandant «*Victoire au RMT*» et «*Les travailleurEs unis ne seront jamais vaincus*».

La manifestation a été soutenue par les travailleurEs des syndicats GMB [syndicat généraliste], Unison [services publics], Unite Hospitality [hôtellerie-restauration] et EIS [éducation]. Les pompiers ont conduit un camion jusqu'au piquet de grève, revêtu de drapeaux de la FBU [syndicat national des pompiers], de drapeaux trans et LGBT+, tout en faisant retentir la sirène en signe de solidarité.

Environ 300 personnes se sont rassemblées à Liverpool, dont des membres du Parti travailliste et des représentants du conseil local des métiers. Près de 200 personnes se sont rassemblées à Sheffield et à Nottingham, avec le soutien du syndicat PCS et des conseils professionnels locaux. Et environ 150 personnes, dont des travailleurEs de la santé membres d'Unison, ont rejoint le rassemblement de Manchester. Sur une pancarte, on pouvait lire : «*Les travailleurEs de la santé soutiennent les travailleurEs du rail – payez-nous tous.*»

Un encouragement aux luttes

À Swansea, dans l'ouest du Pays de Galles, 70 personnes ont rejoint le rassemblement qui a donné lieu à des discours de Stand Up To Racism et d'Insulate Britain. Les membres des syndicats CWU, PCS et Aslef ont tous participé. Une centaine de personnes ont participé à la manifestation de Newcastle, dont Jeremy Corbyn et le député travailliste Ian Mearns.

Une cinquantaine de personnes se sont jointes à la manifestation à Huddersfield, 50 à Wakefield, 60 à Norwich et 60 à Birmingham. Les membres de l'UCU [enseignement supérieur] ont participé au piquet de grève à York. Des militants d'Extinction Rebellion ont rejoint le piquet de grève de la gare de Liverpool Street dans la City de Londres, à Carnforth dans le Lancashire et à Leicester dans les Midlands. Des membres du NEU [éducation] à Leamington, dans le Warwickshire, ont rejoint le piquet de grève et ont fait un don de 500 livres au fonds de grève. Les travailleurEs du rail ont relancé la lutte des classes, montrant à des millions de travailleurEs qu'il est possible d'agir contre les conservateurs et les patrons. Une victoire des travailleurEs du rail donnerait confiance, à toute personne de la classe ouvrière qui lutte pour joindre les deux bouts, pour faire grève elle-même. Les travailleurEs doivent faire valoir leur avantage et ne pas se contenter de «*compromis*» et d'offres salariales médiocres, inférieures à l'inflation, de la part des patrons. Et la direction du syndicat RMT devrait appeler à des grèves plus nombreuses et plus intenses.

Sam Ord

Source : <https://socialistworker.co.uk/>

La junte malienne ne cesse de parler de succès remportés par les militaires des Forces armées maliennes (FAMA) contre les différents groupes islamistes qui sévissent dans le pays. La réalité est hélas bien différente et dans les listes égrenées par les autorités, de terroristes mis hors d'état de nuire, figurent surtout beaucoup de civils. La stratégie du tout militaire adoptée par la junte malienne reste un danger pour les populations et le drame des villages de Diallassagou, Dianweli et Deguessagou, où plus de 130 personnes ont été assassinées par les islamistes de la Katiba Macina du prédicateur Amadou Koufa, en est une tragique illustration.

La fuite en avant de l'armée malienne

Dans le centre du Mali les hommes d'Amadou Koufa contrôlent des régions entières, particulièrement celles de Mopti et Ségou. Ils imposent leur loi. Les villageois se doivent de respecter les préceptes imposés par les islamistes, les femmes doivent se voiler, les hommes porter la barbe, les habitantEs doivent s'acquitter de la zakat, une sorte d'impôt, et surtout ne doivent pas collaborer avec les forces militaires. Quand les FAMA sont intervenues, elles se sont servies de certains villageois comme guide dans leur confrontation avec les islamistes. Dit autrement, l'armée a imposé aux villageois de rompre leur pacte avec les islamistes, sans pour autant être capable d'assurer une protection des villages. Une fois les forces armées parties, les membre de la Katiba ont incendié les maisons, détruit les petits commerces et emmené les hommes à deux kilomètres de là pour les exécuter. Il s'agissait d'un massacre en représailles de la collaboration du village avec l'armée.

SAHEL Vers une autre politique que le tout sécuritaire

Les violences continuent au Sahel. Alors que la junte au Mali, avec les mercenaires de Wagner, adopte une stratégie de guerre totale contre les djihadistes qui fait de nombreuses victimes parmi les civils, les gouvernements du Niger et du Burkina Faso esquissent un début de dialogue avec les groupes armés qui ne pourra être viable sans un engagement économique et social fort de la part de ces États.



AFROPAGES

Mais ne pas collaborer avec l'armée, c'est risquer d'être accusé de complicité avec les islamistes et d'être victime d'exécutions sommaires comme ce fut le cas, fin mars, dans le village de Moura où plus de 300 personnes ont été froidement assassinées par les FAMA et les « instructeurs » russes du groupe Wagner. Les civils subissent la guerre entre islamistes et armée malienne et en paient le prix fort. Les autorités gouvernementales ne mettent pas en première et impérieuse obligation la protection des civils. Mener une confrontation totale contre les groupes armés sans avoir la réelle possibilité de protéger les civils contre les actions de vengeance de ces groupes est une politique irresponsable. D'autant que les

habitantEs ont déploré que l'armée malienne ne soit pas intervenue malgré les alertes.

Explorer les voies du dialogue

Si les autorités du Niger et du Burkina Faso continuent toujours, avec l'aide de l'armée française, à mener la guerre contre les djihadistes, elles ont décidé en parallèle d'entamer un dialogue. Pour les deux pays, la méthode est à peu près similaire. Une action symbolique forte au niveau de l'État et des pourparlers au plus près des populations. Au Burkina Faso, le colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, à la tête de la junte qui a pris le pouvoir, faisait une déclaration « à ses frères qui sont perdus ». Il a réitéré son idée que la stabilisation du

pays ne peut pas être gagnée que par la guerre. Pour entamer des pourparlers, des comités locaux de dialogue pour la restauration de la paix ont été constitués. Ils sont regroupés à l'échelle nationale dans une coordination pilotée par Yéro Boly le ministre de la réconciliation nationale.

Au Niger, les autorités ont décidé elles aussi de modifier leur approche strictement sécuritaire. Le président Mohamed Bazoum a procédé en février à la libération de prisonniers accusés d'être des djihadistes sans qu'ils aient pour autant participé à des actions sanglantes, et les a reçus au palais présidentiel. Cette invitation s'accompagne aussi d'une mise en place de dialogues à l'échelle locale, menés par des responsables religieux, des chefs coutumiers et autres notables avec les responsables des Katibas. Cette politique d'ouverture est relativement récente pour que l'on tire des bilans. Il est clair cependant que ces dialogues doivent s'accompagner de réponses au plan national, tant au niveau économique que social. Définir, avec le soutien de l'État, les modalités d'un vivre ensemble entre les différentes communautés, doit permettre de tarir les principales sources de recrutement des mouvements djihadistes.

Paul Martial

ISRAËL/PALESTINE Le meurtre de Shireen Abu Akleh comme révélateur

Le meurtre illégal et monstrueux de Shireen Abu Akleh alors qu'elle réalisait un reportage sur le raid israélien dans le camp de réfugiés de Jénine s'inscrit dans le contexte d'escalade des mesures de répression israéliennes contre la présence palestinienne à Jérusalem.

La raison de la violation systématique par Israël des droits des journalistes, garantis par le droit international, est sa constante tentative d'effacer la vérité. Shireen rendait compte directement des crimes odieux de l'occupation, forte de plusieurs décennies d'expérience dans la couverture des raids militaires, des meurtres, des déplacements et des démolitions de maisons palestiniennes. C'est pourquoi elle a été réduite au silence.

Une mobilisation continue

Shireen n'était pas non plus la première journaliste à être tuée par l'occupation. Elle a été précédée par les journalistes gazaouis Yasser Murtaja et Youssef Abu Hussein. Tous travaillaient dans le même but – dénoncer les crimes de l'occupation israélienne – lorsqu'ils ont été assassinés dans l'exercice de leurs fonctions. L'occupation a ainsi fait de chaque PalestinienE un ennemi, quels que soient sa profession, son âge, son sexe ou sa situation. Il ne fait aucun doute que l'occupation préférerait réduire au silence tous les journalistes palestiniens, couper les Palestiniens du monde extérieur et assurer un black-out médiatique total. Après plus de soixante-dix ans de nettoyage ethnique, le peuple palestinien se soulève dans toute la Palestine historique, du Naqab à Jérusalem, en passant par la Cisjordanie et les terres palestiniennes occupées en 1948. Ils défendent leurs terres et leurs droits par la parole, le corps et la force des armes. Les universités font des sit-in, les manifestantEs affrontent l'armée israélienne – oui, même la résistance armée est un droit valable et légitime, comme l'a si bien illustré la guerre en Ukraine.

Cette poursuite de l'héritage de l'Intifada de l'Unité [en mai 2021] reflète la détermination à honorer tous les sacrifices des générations de Palestiniens passés pour démanteler le dernier régime d'apartheid au monde.

La résistance palestinienne a également galvanisé des niveaux sans précédent de solidarité internationale, que ce soit dans la bataille de l'opinion publique internationale, dans les milieux universitaires, dans la montée du mouvement BDS, etc.

L'essence même du colonialisme de peuplement

Une grande partie de cet élan de soutien est également l'expression du tollé international contre la conduite inhumaine d'Israël – le meurtre de Shireen, l'attaque de la police israélienne contre les porteurs palestiniens de son cercueil lors de son cortège funèbre, le squat illégal de colons israéliens dans des maisons palestiniennes à Hébron, les expulsions forcées de Palestiniens à Jérusalem et les raids successifs sur le camp de réfugiés de Jénine. Même si ces mesures israéliennes ne sont pas nouvelles, il est clair que les escalades les plus récentes sont le signe d'une détermination israélienne renouvelée à imposer une souveraineté complète sur toute la Palestine historique, en particulier à Jérusalem.

C'est l'essence même du colonialisme de peuplement : ils tuent notre peuple, volent notre terre, puis jouent les victimes. Mais tant que l'Intifada de l'Unité se poursuivra dans son héritage dynamique de résistance, nous continuerons à nous rapprocher de la liberté et de la libération.

Je me souviens avoir regardé les funérailles de Shireen à la télévision avec ma famille, alors que les larmes coulaient sur nos visages. La plupart des Palestiniens se voient refuser l'entrée à Jérusalem, ainsi que le droit d'assister aux funérailles pour lui faire un dernier adieu. Mais malgré cela, toutes les générations de ma famille sont restées assises, stupéfaites, le cœur baigné de fierté, alors que nous regardions le moment où des milliers de personnes honoraient Shireen et où des drapeaux palestiniens flottaient au-dessus de notre capitale.

Asmaa Yassin

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net

UKRAINE « L'avenir du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale »

Nous publions un extrait d'une interview de notre camarade ukrainien Taras Bilous, publiée sur le site Commons¹.

Bien que la défaite de la Russie soit actuellement dans l'intérêt des gouvernements occidentaux et du mouvement socialiste, nous avons des points de vue différents sur qui doit payer pour la guerre. Les gouvernements occidentaux essaient toujours de se battre tout en minimisant les pertes pour les capitalistes occidentaux. La gauche doit exiger que les capitalistes, et non la classe ouvrière, paient pour les pertes économiques en premier lieu.

L'issue de la guerre sera déterminante

Malheureusement, en Ukraine, la justice sociale est passée à l'arrière-plan pendant la guerre. En outre, comme l'ont prouvé les limitations des droits du travail et de l'emploi introduites le 15 mars 2022, le gouvernement ukrainien continue de suivre les dogmes néolibéraux, même s'ils ne sont pas utiles en temps de guerre. Pourtant, après la guerre, il existe une chance d'améliorer la situation. Cela dépendra de nombreux facteurs, et tout d'abord de l'issue de la guerre. Après 2014, la défaite dans la guerre au Donbass a provoqué des sentiments amers et revanchards dans la partie politiquement active de



WIKIMEDIA COMMONS

la société ukrainienne. Dans le même temps, le conflit prolongé et semi-gelé a provoqué une lassitude de la guerre dans la partie politiquement passive de la société et a augmenté son atomisation et son aliénation de la politique. C'était l'une des conditions préalables à l'ascension phénoménale de Zelensky en 2019.

Si cette guerre se termine par un compromis douloureux, il est fort probable que ses conséquences seront similaires. Si elle se termine par une victoire de l'Ukraine, il y aura une chance pour une certaine amélioration. L'histoire connaît des

exemples de guerres provoquant un tournant vers des politiques plus responsables socialement. Cela a été vrai, notamment dans les cas de « guerre populaire », et la guerre actuelle en Ukraine est de ce type. Les masses mobilisées apprennent à se battre, et lorsqu'elles rentrent chez elles, elles attendent et exigent une vie meilleure.

La place centrale de la solidarité internationale

De plus, l'année dernière en Ukraine a été marquée par une campagne de « dé-oligarchisation ». L'automne dernier, un conflit entre Zelensky et

l'oligarque ukrainien le plus riche, Akhmetov, s'est aggravé et a conduit à une augmentation des impôts pour les entreprises d'Akhmetov. Au bord de la guerre, les médias ukrainiens ont activement discuté de la fuite des oligarques hors d'Ukraine. Cela a accru la haine de la classe à leur égard.

Nous ne savons pas ce qui va suivre – cela dépendra de nombreux facteurs. La politique de la gauche européenne est l'un d'entre eux. En 2014, la réponse inadéquate d'une grande partie de la gauche occidentale à la guerre dans le Donbass a discrédité la gauche en Ukraine. Si la gauche internationale contribue à la victoire de l'Ukraine, cela changera la situation.

Comme nous l'avons déclaré dans la proclamation anti-guerre du Mouvement social en janvier de cette année, « l'avenir du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale ». En fin de compte, l'avenir du mouvement socialiste mondial peut également dépendre de la proportion de la gauche internationale qui adoptera la bonne position et soutiendra la résistance ukrainienne.

Taras Bilous

1 – Taras Bilous, « Humanitarian aid is not enough », 22 juin 2022. Version intégrale (en anglais) sur <https://commons.com.ua/>

Retour sur deux rencontres organisées par le NPA la semaine dernière: une réunion publique à Paris le 24 juin, en présence de Philippe Poutou, Aurélie Trouvé, Danièle Simonnet et Samir Elyes; une réunion «de travail» le 26 juin, avec différents groupes et courants de la gauche anticapitaliste.



DES RENCONTRES ET DES DÉBATS POUR UNE GAUCHE DE COMBAT

Le plateau illustre parfaitement la situation. Outre la présence de notre camarade Philippe Poutou pour porter la radicalité d'un anticapitalisme nourri par les luttes, nous avons invité Aurélie Trouvé, ex-porte-parole d'Attac, aujourd'hui présidente du parlement de la Nupes et élue députée dimanche 19 juin. Elle avait aussi écrit il y a quelques mois le *Bloc arc-en-ciel*, livre dans lequel elle discutait de la convergence possible des radicalités issues des mobilisations autour d'un projet politique commun. Pour mener aussi le dialogue avec le courant incarné depuis une quinzaine d'années par Jean-Luc Mélenchon (du Parti de gauche à l'Union populaire/LFI), Danièle Simonnet, élue d'opposition de gauche à Paris et aujourd'hui députée, était aussi présente. Toutes deux étant porteuses de la récente expérience de l'Union populaire, puis de la Nupes, l'enjeu de nos échanges avec elles était bien de discuter de l'articulation entre la place prise au sein des institutions et la construction du nécessaire rapport de forces sur les lieux de vie et de travail, ne serait-ce que pour résister à l'offensive qu'entend continuer Macron ces prochains mois.

En contre-point pourrait-on dire, la présence de Samir Elyes, militant quasi historique des quartiers (du Mouvement de l'immigration et des banlieues des années 1990 au comité Adama aujourd'hui), portait la parole du collectif «On s'en mêle», regroupement de militantEs de quartiers populaires qui ont souhaité participer pleinement à l'expérience de la Nupes sans que cela n'aboutisse vraiment.

CE N'EST QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE DÉBAT!

Vendredi 24 juin, 450 personnes, un public très jeune, se sont retrouvées à l'invitation du NPA pour une réunion publique sous forme de débat. Quelques jours après le second tour des élections législatives, il s'agissait de reprendre le fil des échanges, voire des confrontations, pour avancer dans l'organisation d'une gauche qui veut rompre avec le système.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Ses interventions portaient l'urgence sociale de bien des milieux populaires, en particulier issus de l'immigration, de la dégradation des services publics (notamment l'école) au renforcement du bras armé de l'État, avec la montée en puissance de la répression policière, sans parler du développement menaçant de l'extrême droite raciste. Avec en toile de fond la méfiance légitime de celles et ceux qui ont déjà entendu tant de promesses venues de la gauche et à qui on ne la fait pas, ou plus...

Institutions et mobilisations

Les premiers échanges autour de l'analyse de la situation ont été marqués par de larges convergences. Si tout le monde s'est réjoui de la fragilité de Macron à l'issue de cette séquence électorale, le poids de l'extrême droite, avec en particulier les 89 élus du Rassemblement national, et les coups d'œil appuyés du macronisme en direction de la droite, voire de l'extrême droite, annoncent des jours difficiles. Les milieux populaires, la gauche

sociale et politique, ne peuvent donc rester l'arme au pied. En deuxième partie de réunion, une discussion s'est installée autour de la stratégie de transformation sociale de la France insoumise s'appuyant essentiellement sur les urnes, misant sur la possibilité de nouvelles élections législatives anticipées face aux difficultés de Macron, avec pour horizon possible Mélenchon Premier ministre. En opposition, Philippe Poutou a rappelé que nous ne sommes pas indifférentEs à ce qui se passe sur le terrain électoral qui peut produire des effets positifs comme négatifs, mais que notre projet reste que celles et ceux d'en bas fassent de la politique eux-mêmes et prennent leurs affaires en main. Qu'iels s'arment d'un programme radical qui ne cède rien par exemple sur le terrain du chauvinisme ou du souverainisme, avec la nécessité d'ouvrir les frontières... Notre camarade a aussi ajouté que la Nupes pourra d'autant plus résister à la classe dirigeante qu'elle se mettra sous la pression du mouvement social et de ses luttes.

Ce premier rendez-vous, réussi de l'avis du plus grand nombre, en appelle d'autres. En conclusion, au nom du NPA, Penelope Duggan a invité tout le monde à notre prochaine université d'été, qui cette année sera particulièrement utile pour mettre autour d'une même table les différentes composantes d'une gauche qui n'a pas renoncé à changer la société et les anticapitalistes et révolutionnaires ouverts à la discussion. Il faut aussi envisager des répliques locales de ce type de réunion. La gravité de la situation impose à touTEs de rompre avec le train-train et d'envisager concrètement de construire des convergences en soutien aux mobilisations, permettant d'avancer dans l'organisation d'un front politique durable en rupture avec le capitalisme.

Manu Bichindaritz

On peut retrouver l'intégralité de la réunion du 24 juin en ligne sur notre chaîne YouTube: www.youtube.com/watch?v=RYz1-gPAtwc

«COMMENT FAIRE ENTRER LA LUTTE DANS L'ASSEMBLÉE?»

Aurélie Trouvé est économiste, ancienne porte-parole d'Attac, présidente du parlement de l'Union populaire puis de la Nupes, députée dans le 93. Extraits de sa première intervention lors de la réunion du 24 juin.

Pour commencer, je tiens à dire que je suis très heureuse d'être là. On est compagnons de longue date avec le NPA, dans les mouvements sociaux, dans vos débats à l'université d'été, et évidemment je ne changerai pas ça. Je considère qu'on fait partie de la même famille, c'est-à-dire la gauche de combat, une gauche anticapitaliste à laquelle j'appartiens toujours. Bon, maintenant je suis députée, ça fait trois jours et c'est vrai que je n'arrive pas à m'y faire. Quand on a passé 20 ans dans les mouvements sociaux, à lutter d'une certaine façon, ce n'est pas évident, et c'est un enjeu important: comment ne pas perdre son âme, comment faire en sorte d'articuler les mouvements sociaux et ce qui se passe dans l'Assemblée, comment on s'empêche de s'embourgeoiser alors qu'on arrive sous les ors de la république... et comment, surtout, on fait entrer la lutte dans l'Assemblée.

«On bloquera, et on en est plutôt fiers!»

Car ce n'est pas simple, il ne faut pas se leurrer, et c'est ce dont j'avais parlé dans mon bouquin *le Bloc arc-en-ciel*: il y a d'un côté une méfiance, à juste titre, dans les mouvements sociaux, vis-à-vis du politique, y compris vis-à-vis de la gauche; et de l'autre, du côté du politique, une envie d'être avec les mouvements sociaux, mais avec une autonomie à respecter. Il y a donc plein de choses à inventer, avec des gens comme moi, mais comme d'autres aussi, qui rentrent dans l'Assemblée avec des années de luttes sociales, dans la rue, dans l'entreprise, de multiples façons... Concernant le contexte post-élections, je voudrais insister sur le fait qu'on a bien assisté à une défaite de la Macronie lors de ces élections, et quelque part c'est déjà une victoire: on montre que la Macronie est à bout de souffle, que l'extrême libéralisme est à bout de souffle. Alors moi quand sur les plateaux télé on me dit «Oui mais là on est dans le blocage», j'ai envie de dire que c'est tant mieux! Tant mieux si on a bloqué, si on peut bloquer le rouleau

compresseur ultra-libéral! Alors si on doit bloquer les régressions sociales, on bloquera, et on en est plutôt fiers!

À propos de la Nupes, on peut avoir des discussions et des débats entre nous, mais pour moi il y a quelque chose de clair: on a déplacé le centre de gravité, le point d'équilibre de la gauche, de ce qu'on appelle la gauche. Dans le programme de la Nupes, il y a un rejet de ce qu'a été le Hollandisme, avec par exemple la demande de l'abrogation de la loi El Khomri, et ça pour moi c'est aussi une victoire: aujourd'hui la gauche se situe, peut-être pas assez, je l'entends, sur une ligne de rupture sociale, écologique et démocratique. Et ça c'est une victoire car c'est nécessaire: pour répondre aux immenses enjeux d'aujourd'hui, ça ne pourra être que par la rupture, et pas par des petits changements, à la marge. Et c'est vrai que le NPA n'était pas dans l'accord au niveau national, mais moi localement j'ai fait campagne avec des copains du NPA, et aussi avec des militants associatifs, syndicaux, des anarchistes... C'est ce bloc arc-en-ciel dont je parlais dans mon livre, le rouge des forces syndicales, communistes, le vert des forces écologistes, le jaune des Gilets jaunes et des insurrections populaires, le violet du féminisme, le multicolore des luttes LGBTI et des luttes antiracistes... Tout cela s'est réuni pour nous faire gagner dans de nombreux endroits.

Et je finirai juste avec un mot sur l'extrême droite. On ne peut pas complètement se réjouir de ce qui s'est passé aux élections, car on a aujourd'hui un immense danger. On a eu cinq ans de macronisme, de banalisation de l'extrême droite, et pas seulement par la Macronie: je le dis, je le répète, mais la manif qui a eu lieu avec des syndicats factieux de policiers, le fait qu'il y ait eu des leaders de la gauche qui s'y rendent, c'était une erreur, et aujourd'hui on s'en rend encore plus compte. On a donc eu cinq ans de banalisation de l'extrême droite, cinq ans de lois ultra-sécuritaires, et là on a devant nous une bataille antifasciste, une bataille antisexististe, une bataille antiraciste à mener contre le Rassemblement national.

RÉCONSTRUIRE UNE GAUCHE EN BÉTON



CHARMAG



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

«ON VA VOIR SI À L'ASSEMBLÉE LES GENS DE LA NUPES SE SAISISSENT DE NOS LUTTES»

Samir Elyes est un ex-membre du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), membre du comité Vérité et justice pour Adama et du collectif de quartiers populaires «On s'en mêle». Extraits de sa première intervention lors de la réunion du 24 juin.

Moi je ne suis pas député, je ne suis pas élu, voilà. On remercie le NPA d'avoir invité On s'en mêle, et si on a accepté de venir, c'est parce que nous, dans les quartiers, on est en attente. On est contents de ce qui a pu se passer lors du premier tour de la présidentielle, mais c'est loin de nous suffire. Car quand on voit ce qui s'est passé par la suite, quand on voit les négociations pour les législatives, comment elles ont été menées entre les partis de gauche, on se rend compte qu'encore une fois les quartiers ont été la dernière roue du carrosse. Comme depuis 50 ans.

«Nous on attend beaucoup de choses»

Nous ça fait longtemps qu'on attend. Et aujourd'hui encore on est en attente. On n'a encore rien gagné dans les quartiers, pour la simple et bonne raison qu'on est à terre. Avec la précarité, la pauvreté, la police et son fonctionnement dans nos quartiers... Nos jeunes aujourd'hui, ils ont affaire à des milices. On n'a plus d'écoles, on nous envoie les profs les moins bien notés pour éduquer nos enfants... Nos écoles sont détruites, elles ne sont pas rénovées, mais à

côté de ça on est en train d'armer la police municipale. Etc. Alors nous on attend beaucoup de choses. On attend beaucoup de la Nupes. Mais à côté de ça, on n'attend rien non plus. Parce qu'on sait faire, parce que ça fait 50 ans qu'on se lève dans nos quartiers, qu'on organise des luttes, qu'on se bat contre toute forme de mépris. Et on a été méprisés non seulement par la gauche, mais aussi, à certains moments, dans les mouvements sociaux. Alors nous, si on a décidé de s'en mêler, c'est pour une bonne raison: l'extrême droite, nous, on la ressent matin, midi et soir. Tous les jours. C'est pour ça qu'on a décidé de faire barrage au premier tour de la présidentielle, et on en est fiers, on en est contents. Et si c'était à refaire on le referait. Par contre il y a des choses à dire à propos de ce qui s'est passé aux législatives, comment les négociations ont été menées. Par exemple, quand le NPA a décidé de se mettre en retrait des négociations, je le dis: j'étais content. Comment on peut négocier avec Roussel? Comment on peut s'asseoir à la table de certains du Parti socialiste ou des Verts? Nous on n'a pas envie de discuter avec ces gens-là. Ils nous ont fait du mal, ils ont été au pouvoir, et si on est dans cet

état dans nos quartiers, c'est de leur faute. L'erreur de la Nupes, c'est qu'elle aurait dû s'asseoir avec les militants, avec ceux qui font des choses. Et pas que dans les quartiers. Dans les campagnes aussi, partout où les gens se sont mobilisés depuis des années. Et non, il y a eu des parachutages. Mais bon, on va voir si ça va nous servir. On ne va pas tout de suite dire que rien ne va. On espère qu'à la rentrée de septembre, les choses vont avancer. Par exemple, nous on a envie de discuter de l'école, et on va voir si à l'Assemblée les gens de la Nupes se saisissent de cette lutte. Pareil sur le désarmement de la police. Parce qu'avec les 89 députés du Rassemblement national, il va y avoir des débats sérieux, et on va voir comment ça va réagir à l'intérieur de l'Assemblée. Nous on veut désarmer la police municipale, on veut que l'argent aille à l'éducation, on veut soutenir nos professeurs, nos instituteurs, qui viennent dans nos quartiers éduquer nos enfants. Et il y a aussi la question du logement. Les expulsions on n'en veut plus, on veut que les familles puissent rester chez elles, qu'elles puissent garder leur appartement. Alors c'est pareil, on verra bien qui va se saisir de cette question.

«NOTRE DEVOIR EST DE FAIRE EN SORTE QUE LE PEUPLE S'EN MÊLE»

Danielle Simonnet est psychologue de l'éducation nationale de formation, élue dans le 20^e depuis 2001, et au Conseil de Paris depuis 2008, aujourd'hui députée dans le 20^e. Extraits de sa première intervention lors de la réunion du 24 juin.

Pour commencer je tiens à remercier le NPA, et je dois dire que j'ai été hyper contente qu'on fasse cette campagne ensemble dans le 20^e, donc je voudrais tout particulièrement remercier les camarades du NPA 20^e, et tous les autres aussi bien sûr. Cette campagne, elle m'a rappelé celle pour le non au Traité constitutionnel européen, même si ce n'était pas évident de le dire en assemblée de la Nupes, puisque toutes les composantes de la Nupes n'étaient pas dans la campagne pour le non au TCE. Mais c'est cette ambiance que j'ai retrouvée dans le 20^e, avec des camarades d'horizons extrêmement différents, encartés ou non, avec un engagement syndical, associatif, citoyen, ou pas du tout.

«Ce qui se joue à gauche est important»

Je voudrais ré-insister sur le fait qu'on est vraiment dans une situation bien particulière, et il faut essayer de comprendre à quel moment on est. Oui, Macron s'est pris une claque avec ces élections législatives, et il faut le dire, le redire. Quelles conséquences ça a? Déjà, on savait qu'il voulait attaquer dès juillet pour nous imposer leur contre-réforme des retraites à 65 ans, et ça on sait qu'ils y ont déjà renoncé – pas à leur réforme, mais en tout cas à le faire dès maintenant. Alors évidemment on n'a pas gagné le fait qu'ils vont faire une autre politique, mais on voit

qu'ils sont acculés et obligés de reculer. Et c'est tant mieux. Concernant le Rassemblement national, il faut qu'on ait bien conscience que lorsque l'on dit que les politiques ultra-libérales, l'extrême marché, amènent forcément une dérive autoritaire du pouvoir, et aussi une division du peuple, l'encouragement au racisme, à la xénophobie et, au total, au fascisme, cela se vérifie avec la situation que l'on a sous les yeux. Le poids extrêmement important du Rassemblement national ne tombe pas du ciel. On a bien vu comment le gouvernement Macron, durant tout un quinquennat, a encouragé idéologiquement une hégémonie culturelle réactionnaire, fasciste. Ce qui se joue à gauche aussi est important. Au deuxième tour, j'ai été candidate face à pas n'importe qui. J'étais candidate contre l'ancienne députée socialiste. Et au total, ce sont les citoyens et les citoyennes qui ont tranché entre deux stratégies à gauche: celle qui voulait maintenir la politique sociale-libérale du PS de Hollande, elle était d'ailleurs soutenue par Cazeneuve; et celle qu'ont choisie les électeurs, celle de la Nupes, qui n'est pas seulement un accord électoral entre les forces politiques de gauche, mais qui est un accord stratégique qui se donnait comme objectif Jean-Luc Mélenchon Premier ministre, adossé à un programme partagé de rupture, pour gouverner.

Mais nous n'avons pas atteint la majorité, et nous n'allons donc pas mettre en place la politique pour laquelle nous nous étions présentés. Mais moi je l'ai toujours dit, à chaque réunion publique dans le 20^e: que l'on soit en situation de majorité demain, ou de minorité, notre objectif est de créer l'implication citoyenne du plus grand nombre, et le rapport de forces. Il n'y aura pas de politique de rupture dans ce pays, et donc de possibilité de changer radicalement la vie politique, s'il n'y a pas une implication du plus grand nombre. C'est une mobilisation qui va prendre des formes différentes: des grèves classiques, comme celles que l'on voit sur la question des salaires; une éruption citoyenne, type Gilets jaunes, que personne n'avait prédite. Etc. Alors notre rôle, que ce soit nous, députéEs, mais aussi pour tous ceux et toutes celles qui se sont impliqués, et qui ont vocation à en impliquer d'autres, doit être de créer cette articulation entre la rue, les mobilisations, les rapports de forces, et l'Assemblée nationale. Cette articulation doit être précisée, définie, mais notre obligation, notre devoir, est de faire en sorte que le peuple s'en mêle: notre objectif, notre stratégie de révolution citoyenne, ce n'est pas seulement de prendre le pouvoir par les urnes, mais c'est de faire que le peuple exerce le pouvoir, ce qui passe par l'implication du plus grand nombre dans le combat et dans la lutte.

NUPES LE PS PEUT-IL REDEVENIR DE GAUCHE?



RENCONTRE DU 26 JUIN 2022: UN DÉBAT ET UN DÉBUT!

La première partie de la discussion a montré un très large accord sur l'analyse de la situation au lendemain de la séquence électorale: l'usure et l'affaiblissement du macronisme, la persistance et l'aggravation de la menace de l'extrême droite et l'émergence d'une gauche unie polarisée par une orientation de rupture avec le néo-libéralisme. Accord aussi sur l'urgence de construire la résistance face à la politique que va mener Macron en alliance avec la droite et face à une extrême droite renforcée. Le débat a beaucoup porté sur l'appréciation de la Nupes. Si elle a constitué «une bonne surprise» et est appréciée positivement en ce qu'elle a permis une remobilisation (relative) et l'expression d'un vote de classe et antiraciste, le bilan de la campagne pour les législatives est très contrasté et révèle les contradictions de la Nupes: accords d'appareil avec l'exclusion de nombreux et nombreuses militantEs de terrain, en particulier des quartiers populaires, antiracistes, féministes; réalité variable de la dynamique unitaire; question de la démocratie... Ce premier échange appelle un véritable bilan des différentes expériences locales pour mieux comprendre l'apport, les contradictions et les problèmes posés par une telle alliance.

Que faire de la Nupes?

Le deuxième temps de la rencontre portait sur les perspectives que nous pouvions dégager en commun pour une «gauche de combat». Plusieurs points importants font accord entre les différentes composantes:

Dimanche 26 juin s'est tenue une rencontre à l'invitation du NPA, suite à une série de discussions et rencontres bilatérales. Étaient présentEs des camarades, d'Ensemble!, de Rejoignons-Nous, de On s'en mêle, de PEPS et de l'UCL. Étaient excusés les camarades d'Ensemble-Insoumis.

l'importance déterminante des questions écologiques et la nécessité d'une écologie populaire, anticapitaliste et de lutte contre les discriminations; la nécessité de construire «par en bas», dans les lieux de travail et les quartiers populaires; la nécessité de construire une culture commune réellement antiraciste et féministe avec la place qui est due aux premier.es concernées. La Nupes (ou plutôt l'Union populaire car il n'est pas sûr que la Nupes se maintienne) apparaît à la fois comme un point d'appui incontournable et comme un outil insuffisant et contradictoire. Bouleversant le champ politique, elle pose de nouvelles conditions pour la gauche de lutte, formulées différemment par les unEs et les autres: une stratégie dedans-dehors, ni dénoncer ni considérer que c'est «l'espoir à gauche», ne pas être à la remorque mais accompagner, s'appuyer sur la Nupes pour dépasser la Nupes... Concrètement cela signifie participer aux parlements populaires nationalement et localement là où ils existent et vivent réellement, mais aussi prendre des initiatives, chercher à regrouper les autres voix multiples qui existent et sont aujourd'hui éparpillées, s'organiser...

Quel outil politique?

Entre les différentes organisations et regroupements, il y a

un débat sur la nécessité de la construction-refondation d'une nouvelle force politique (anticapitaliste, pour une écologie sociale, féministe et antiraciste) dépassant les groupes existants, c'est ce que défendent le NPA et les camarades d'Ensemble! présentEs, c'est le projet de Rejoignons-nous et cela demande de continuer les échanges et expérience communes sur le programme, le fonctionnement... Les camarades de PEPS (qui sont en cours de fusion avec le groupe l'Offensive) et de l'UCL considèrent qu'une nouvelle organisation commune n'est pas à l'ordre du jour. En revanche il y a accord pour œuvrer ensemble pour les mobilisations de résistance, pour un front antifasciste, en solidarité avec le peuple ukrainien... et aussi pour poursuivre publiquement le débat tant sur le projet politique que sur les outils à construire. Cette volonté va se concrétiser par des contributions dans notre revue, par des participations croisées aux rencontres organisées par les unEs et les autres, dont un cycle de cinq débats coorganisés lors de notre université d'été, par un texte commun issu de cette première réunion, et en proposant de la démultiplier localement... ce qui pourrait déboucher sur des «États généraux» à l'automne. **Christine Poupin**



MÉDIAS INDÉPENDANTS

Appel à dons pour la radio Fréquence Paris plurielle

Nous relayons un appel à dons venu de la radio Fréquence Paris plurielle (106.3 MHz, fpp.net).

Fréquence Paris plurielle a été fondée pour donner la parole à celles et ceux qui ne l'ont pas, elle est une radio de lutte, engagée dans les mouvements sociaux, politiques et culturels.

Indépendante des partis politiques et religieux et refusant toute publicité, elle n'est pas soumise aux impératifs marchands et aux taux d'écoute. C'est une radio généraliste, qui émet 24 h sur 24.

Elle compte une centaine d'émissions assurées par près de 250 animatrices, animateurs et technicienEs bénévoles, militantEs, membres d'associations ; émissions politiques et sociales, émissions des communautés immigrées de la région parisienne, émissions culturelles et émissions musicales.

Radio libre, FPP s'attache à une critique en actes des médias : la grille de l'antenne privilégie les formats longs, où l'on prend le temps de dialoguer et de développer des idées ou des créations musicales et sonores. Les émissions sont produites et réalisées par des non-professionnelEs : la rue a la parole, avec les accents multiples, les tons, les savoirs, les analyses et les inventions dont elle est riche. Du fait de la crise du Covid, de nombreuses activités (soirée publique, brocante, concert...) ont été impossibles à tenir. De ce fait, nos caisses se vident. L'État et l'Arcom (ex CSA) ne semblent pas être concernés par ce problème et diminuent d'année en année nos subventions.

Nous vous appelons au soutien financier de notre radio associative non commerciale afin de garantir notre indépendance éditoriale en cette période de troubles profonds. Faire vivre un média engagé dans la nécessaire transformation sociale est une priorité pour faire circuler une information différente, hors de la sphère médiatique professionnelle.

Dons en ligne sur <https://www.helloasso.com/associations/frequence-paris-plurielle/collectes/vive-fpp/1>

L'Anticapitaliste la revue
Le n°136 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

MARCHE DES FIERTÉS « Faire front », une politique unitaire, une stratégie lutte des classes

Samedi 25 juin plus de 50 000 personnes ont défilé à Paris, à l'appel de l'Inter-LGBT, de Porte dorée à République. Au début de la manifestation, nous avons fait le choix de constituer pour la deuxième année consécutive le « Pôle des Luttes » avec l'association FierEs, le collectif Féministes révolutionnaires et le Strass, le syndicat des travailleuses et travailleurs du sexe, derrière une banderole commune « LGBTQI : faisons front ».

Si nous avons voulu constituer ce pôle, c'est d'abord en faisant le constat d'une analyse commune de la situation politique. Les dernières semaines ont illustré ce constat, que ce soit avec l'élection, pour un deuxième mandat, de Macron, président de la précarisation des travailleuses et des travailleurs, de la répression violente et de l'instauration d'une panoplie de lois renforçant le racisme d'État. Contrairement à ce que l'on tend parfois à nous faire croire, les LGBTIQ sont majoritairement des travailleuses et travailleurs, le plus souvent précaires, ne sont pas tous blancs, subissent aussi le racisme. Que ce soit avec l'élection des 89 députés du RN, ou avec la décision de la Cour suprême des États-Unis de revenir sur l'arrêt Roe vs Wade, qui permettait aux femmes de pouvoir avorter dans tous les États, ou encore de l'attaque de la boîte de nuit gay à Oslo, c'est l'ordre moral et le retour à la réaction qui marquent cette situation politique, et c'est face à cette situation que nous avons besoin plus que jamais de « faire front », de reprendre le chemin des luttes, pour renverser le rapport de forces.

Pinkwashing, police et macronisme, mais que fait l'Inter-LGBT ?

Le mouvement LGBTIQ est quant à lui à un carrefour. Le réformisme et le lobbyisme utilisé par l'inter-LGBT ont montré leur inefficacité alors que, de l'autre, la course à la radicalité sans stratégie réelle n'a pas été beaucoup plus efficace. Nous avons fait le choix de défilé dans cette Marche des fiertés tout en ayant conscience de ses très nombreuses faiblesses. Nous l'avons dit dans notre appel commun comme à de nombreuses reprises, le pinkwashing utilisé par le capitalisme et par des entreprises qui nous exploitent et nous oppriment n'a rien à faire dans nos luttes. De même, laisser défilé le FLAG, une association de membres de la police, est une



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

honte quand il est de plus en plus visible que la police tue, qu'elle violente, qu'elle est le bras armé du système qui nous opprime. Enfin, l'Inter-LGBT a fait le choix de laisser défilé un char macroniste comme s'il n'y avait que des divergences d'opinions entre différentes composantes d'un même mouvement.

Nous le réaffirmons : notre mouvement est celui des opprimés et des exploités. Mais nous avons fait ce choix car nous nous adressons à l'ensemble des LGBTIQ qui viennent à cette Pride, qui majoritairement font partie des exploités. Nous refusons de laisser la Pride devenir de moins en moins politique. Au contraire, nous pensons que le mouvement LGBTIQ est à un tournant et que nous pouvons réussir à tourner l'ensemble du mouvement dans la lutte contre le gouvernement, contre l'extrême droite et le fascisme, contre le capitalisme.

Unifier pour faire front

La proposition du pôle des luttes est donc claire : il s'agit de proposer à l'ensemble du mouvement



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

LGBTIQ de faire front ensemble et de construire l'unité des luttes. Bien sûr, cette politique unitaire est encore faible malgré la réussite de ce pôle deux années de suite. De nombreuses composantes ne veulent pas de cette unité. Pourtant, la seule stratégie pour gagner consiste à unifier nos luttes pour renverser le rapport de forces et à terme renverser le système capitaliste. Faire une manifestation n'est pas suffisant, ni même deux ou trois. Nous devons faire reculer

les réactionnaires et gagner. Car les mobilisations LGBTIQ ne sont pas uniquement une question d'égalité des droits, c'est bien plus profond, il s'agit de modifier entièrement les rapports de genre et de sexualité et cela fait partie intégrante d'un projet de société émancipatrice. Dans les prochains jours, nous verrons comment nous poursuivrons le pôle des luttes avec l'ensemble de ces composantes, mais nous savons déjà que nous ferons front. **Commission LGBTIQ**

SNCF Procès de Brétigny : si même le procureur le dit

Neuf ans après les faits s'est achevé le procès de la catastrophe ferroviaire de Brétigny-sur-Orge (12 juillet 2013), lors de laquelle sept personnes avaient trouvé la mort suite au déraillement d'un train.

La cause du drame : une éclisse (barre d'acier qui joint deux tronçons de rails), dont les boulons ont lâché, s'est soulevée et coincée dans le cœur de l'aiguillage. Même Pepy, l'ancien PDG, présent sur place dans les minutes qui avaient suivi, n'a pu invoquer, comme d'habitude, une simple « erreur humaine » devant les journalistes : impossible de nier l'évidence sans provoquer la colère des cheminotEs, c'est bien la politique de rentabilité de la SNCF qui avait provoqué cette catastrophe.

« Ce n'est pas une mise en cause des cheminotEs »

Au terme d'un réquisitoire de près de trois heures, le procureur a demandé la relaxe pour le petit

chef d'équipe qui jouait le rôle du lampiste, mais a requis contre la SNCF la peine maximale de 450 000 euros d'amende pour homicides et blessures involontaires, tout en dénonçant une « faute originelle de désorganisation » dont a découlé la dizaine de fautes retenues contre l'entreprise. « Ce n'est pas une mise en cause des cheminotEs » assure-t-il,



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

mais de « la lente dégradation de leurs conditions de travail qui ont été impactées par les objectifs de rentabilité qui leur étaient imposés ». Bien dit !

D'autant que tous les cheminotEs dressent ce réquisitoire implacable depuis des années maintenant. Le tribunal rendra sa décision le 26 octobre. **Correspondants**

SNCF Les cheminotEs se mobilisent, dès le 6 juillet, pour les salaires!

Les salaires sont gelés depuis huit ans et les travailleurEs du rail subissent, comme l'ensemble du reste du monde du travail, l'augmentation du coût de la vie depuis des mois. Cette situation devient insupportable pour de nombreux cheminotEs, en particulier celles et ceux dans les catégories les moins bien rémunérées qui occupent souvent les métiers les plus éprouvants physiquement, comme les agentEs de maintenance du matériel roulant, ou celles et ceux qui effectuent l'entretien de la voie et travaillent exclusivement de nuit.

Une lutte qui concerne touTEs les salariéEs

Cette journée s'inscrit à la suite de plusieurs grèves locales qui ont marqué différents secteurs de la SNCF ces derniers mois, sur la question des salaires et de l'emploi. Elle fait aussi écho à la mobilisation massive et historique des cheminotEs britanniques ces derniers jours, qui pourrait s'étendre plus largement cet été et à la rentrée à d'autres secteurs des télécommunications, du courrier, de la santé ou encore de l'éducation, pour une hausse générale des salaires au Royaume-Uni!

En France, d'autres secteurs se mobilisent également en reprenant ces revendications, à commencer par les salariéEs des entreprises de l'aéroport de

À l'appel des trois principaux syndicats de la SNCF (CGT, Sud, CFTD), les cheminotEs se préparent à une journée de mobilisation dans tous les services le mercredi 6 juillet, à la veille des grands départs en vacances, pour exiger une augmentation générale des salaires.



Roissy. Après une première journée de grève réussie le 9 juin, ils et elles ont décidé de reconduire le mouvement à partir du 1^{er} juillet, et revendiquent 300 euros

d'augmentation des salaires pour toutes et tous. Le minimum face à une inflation qui n'en finit plus. Il semblerait bien que le train des luttes pour les salaires soit

sur de bons rails, reste à savoir quels autres secteurs monteront à bord. Départ imminent!

CorrespondantEs

1 - Lire notre article page 4.

PERPIGNAN Quand Aliot met à l'honneur l'OAS

Fin de la « dédramatisation »? Le maire RN/FN de Perpignan, fort de la poussée électorale de son parti, a célébré à sa façon, le week-end dernier, le 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Le para-tortionnaire Denoix de Saint-Marc et les généraux OAS Zeller et Jouhaux qui, en 1961, ont fomenté un putsch militaire pour maintenir l'Algérie française, ont été nommés « citoyens d'honneur de la ville ». Pierre Sergent, chef des tueurs de l'OAS métropole (avant de devenir député du FN), aura, lui, une place à son nom. Un retour aux sources et... une apologie du colonialisme raciste et du terrorisme réactionnaire!

Pour eux, la guerre d'Algérie n'est pas finie

Louis Aliot a proclamé Perpignan « capitale des Français d'Algérie ». Il n'a jamais caché vouloir faire de Perpignan une vitrine du RN et, au-delà, un tremplin pour le pouvoir central. Aliot, qui, en juillet 2021, avait accueilli le congrès du RN intronisant Le Pen à la présidentielle, offrait l'hospitalité, cette fois-ci, du 24 au 26 juin, au congrès du Cercle algérieniste, une bande réactionnaire de « nostalgistes », après avoir alloué à l'antenne locale dudit cercle une subvention municipale « de fonctionnement » de 100 000 euros. Ainsi que... 3,7 millions pour réhabiliter le site qui abrite son très révisionniste « Centre national des Français d'Algérie », à la gloire du « bon vieux temps de la colonie » (où l'on s'entendait si bien entre Français et « Arabes »!) – dans



une ville qui suinte la pauvreté et le délabrement.

Aliot instrumentalise ici la « nostalgie » d'une frange des Pieds-Noirs, tout comme l'extrême droite d'aujourd'hui instrumentalise le désespoir des « petits blancs » d'Algérie, et tout comme l'extrême droite d'aujourd'hui instrumentalise le désespoir d'une partie des couches populaires – dont tous les malheurs viendraient de l'« Autre », à la peau pas très blanche et à la religion pas très catholique. Car, loin d'être une histoire passée, cette exaltation de l'Algérie française – selon les fascistes « bradée » (par la droite comme par la gauche) – est une exaltation ultranationaliste et

raciste de la France actuelle. Une France qui serait bradée et menacée de déclin par la droite et la gauche, et tout particulièrement par leurs politiques insuffisamment répressives à l'égard des « Arabes » qui, venuEs d'Algérie et d'ailleurs, auraient submergé « nos » quartiers populaires, et aussi des migrantEs qui « nous » menaceraient d'un « grand remplacement ».

Pour les Aliot, Le Pen et autres Zemmour, la guerre d'Algérie n'est pas finie. Mais, en conséquence, elle n'est pas finie pour les descendantEs des coloniséEs qui, même après plusieurs générations, sont victimes des discriminations et violences racistes et policières

dans les quartiers au nom de la même idéologie raciste qui sous-tendait les conquêtes coloniales.

« Perpignan capitale de l'amitié entre les peuples algérien et français »

En riposte, le Collectif 66 pour une histoire franco-algérienne non falsifiée, constitué il y a plusieurs années en protestation contre une stèle à la gloire de Degueldre et d'autres tueurs de l'OAS érigée dans un cimetière municipal, a organisé un contre-événement. Samedi 25 juin, un rassemblement autour du mot d'ordre « Perpignan capitale de l'amitié entre les peuples algérien et français! », avec apposition, sur une place au pied du Castillet (monument symbole de la ville), d'une plaque au nom de Mouloud Feraoun, une des six victimes du massacre de Château-Royal, près d'Alger, perpétré en 1962 par un commando Delta de l'OAS dirigé par Degueldre. Et dimanche 26, une réunion-débat avec Gilles Manceron et des responsables nationaux de l'association des Pieds-Noirs progressistes et de l'association des anciens appelés contre la guerre.

Bien loin d'être une affaire locale, la mobilisation contre l'extrême droite à Perpignan doit s'inscrire dans une mobilisation unitaire d'ampleur nationale.

CorrespondantEs



SANTÉ Manifestation à Pau contre les fermetures des urgences et des lits hospitaliers

Nous avons manifesté ensemble, entre 150 et 300, samedi 25 juin à Pau, personnelEs des établissements de santé d'Oloron, d'Orthez, de Pau et de Bayonne, et toutes celles et tous ceux qui, au sein de la population, se révoltent et s'opposent à cet emballement des fermetures répétées, par l'ARS, des urgences, du SMUR et des nombreux lits.

Si c'est beaucoup moins que la dernière manifestation d'Oloron qui avait rassemblé plus de 3 000 personnes, nous étions convaincus qu'il fallait défier le nouveau gouvernement et lui signifier notre détermination à défendre l'hôpital public.



Réorganiser l'ensemble du système de santé

Notre tract du NPA, le seul de la manifestation, très bien accepté voire distribué par d'autres que les militantEs, reprenait ces arguments : 40 ans de restrictions budgétaires et de fermeture de lits, d'hôpitaux entiers, ont saigné l'hôpital public! Sans contrôle et sans scrupule, les gouvernements successifs ont en fait soumis le service public de la santé aux intérêts du capitalisme financier, en faisant la part belle au secteur privé. L'hôpital public a été consciencieusement désossé, démantelé, préparant ainsi sa faillite...

Aujourd'hui la révolte, l'envie de ne plus subir gagnent du terrain et bousculent le petit jeu institutionnel et parlementaire du dialogue social.

Oui notre santé passe avant leurs profits!

– Annulation totale de la dette des hôpitaux, des fermetures des lits et des services et embauche massive!
– Réembauche de tous nos collègues exclus pendant la Covid!

– Formation immédiate et rémunérée de milliers de soignantEs!

– Augmentation de tous les salaires de 400 euros net minimum!

Pour financer cela, prenons sur les milliards d'euros de bénéfices qui coulent à flot chez tous les actionnaires et grands capitalistes!

Expropriations, sans indemnités ni rachat, les groupes et autres géants de la santé privée!

Oui, il est urgent de réorganiser l'ensemble du système de santé, en réunissant toutes ses structures dans un même système public planifié et géré démocratiquement en fonction des besoins collectifs.

Les mobilisations des travailleurEs de la santé et de la population ouvrent naturellement la voie, ne craignant pas de remettre en cause la domination des intérêts privés, la propriété capitaliste.

CorrespondantEs Pau

IV^e Internationale**Les Rencontres internationales jeunes, une expérience militante qui dépasse les frontières!**

Chaque année, un camp d'été autogéré est organisé par les jeunes de la Quatrième Internationale (regroupement international d'organisations anticapitalistes) : ce sont les Rencontres internationales jeunes (RIJ). Cette année, les RIJ ont lieu en France, du 23 au 30 juillet près de Moulins (département de l'Allier) et sont activement préparées par des jeunes du NPA.

Les RIJ permettent de se retrouver entre jeunes du monde entier (État Espagnol, Philippines, Danemark, Venezuela...) pour discuter, débattre, se former autour des questions essentielles pour une transformation radicale de la société. On va parler de féminisme, d'écologie et d'écocapitalisme, de lutte des classes, d'antifascisme, de syndicalisme, de lutte contre le racisme et les violences envers les personnes LGBTI... Mais aussi, c'est l'occasion d'échanger sur la situation dans chaque pays et au niveau international, de partager nos idées politiques, nos expériences de luttes, nos manières de militer.

**Discuter avec des militantEs du monde entier**

Chaque jour, des ateliers, des débats, des meetings, des formations ainsi que des temps festifs sont organisés. Le camp est autogéré : car nous voulons mettre nos idées en pratique, la nourriture, le nettoyage et la tenue du bar sont effectués collectivement. Ainsi, une monnaie interne est proposée pour niveler les inégalités entre les pays (liées aux différences de richesse).

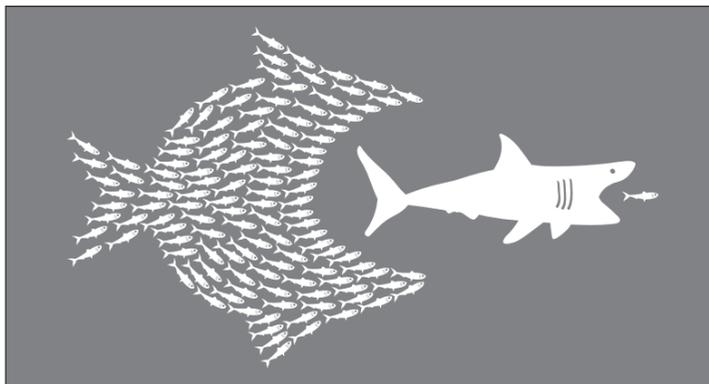
Au sein du camp, les oppressions systémiques (sexisme, violences anti-LGBTI, racisme...) sont fermement combattues. Des espaces en non-mixité sont mis en place pour les personnes racisées, pour les femmes et pour les personnes LGBTI.

Les jeunes et les travailleurEs subissent des attaques dans le monde entier. La crise du covid a été révélatrice des inégalités, au niveau national ou international. La montée des idées d'extrême droite doit être combattue, partout et tout le temps. Mais encore, nous voyons les conséquences concrètes de la crise climatique au niveau international. Plus que jamais, nous avons besoin de discuter avec des militantEs du monde entier, de s'organiser à l'échelle internationale. Plus que jamais nous devons tracer un autre avenir que celui que nous promet le système capitaliste ! Nos luttes n'ont pas de frontières et les RIJ sont la mise en pratique de cette conviction.

Mais la Quatrième Internationale, c'est quoi ? Un rassemblement d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires internationales. Aujourd'hui présente dans plus de 40 pays, elle lutte activement contre le capitalisme en considérant les questions féministes, écosocialistes, antiracistes et LGBTI comme indispensables dans une perspective de changement radical de la société. Elle a pour objectif de regrouper l'ensemble des organisations qui veulent renverser le système en place. C'est l'occasion de faire vivre l'internationalisme, base fondatrice de notre courant politique.

Le camp est ouvert à toutes et tous : si tu es jeune (étudiantE travailleurE, précaire...), militantE ou simplement curieux ou curieuse, inscris-toi aux RIJ !

Prix du camp : 155 euros + frais des transport (70 euros). Pour t'inscrire ou obtenir des informations, contacte-nous : rij@fourth.international
Détails pratiques : pour dormir, il te faudra une tente, un sac de couchage et nécessaire de camping.

14^e université d'été du NPA**RDV à Port-Leucate!**

La 14^e université d'été du NPA se déroulera, cette année encore, au village vacances Rives des Corbières de Port-Leucate. Rendez-vous du 21 au 24 août (accueil à partir du samedi 20 dans l'après-midi, départ le jeudi 25 après le petit-déjeuner).

TARIFS PAR PERSONNE (PENSION COMPLÈTE)

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

FORMULAIRE D'INSCRIPTIONNOM : PRÉNOM : ÂGE : TÉL :

(Attention : les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)

GENRE : ADRESSE : CODE POSTAL : VILLE : EMAIL : (écrire lisiblement) NOMBRE D'ADULTES INSCRITS : NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS : DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS :

Souhaitez-vous que vos enfants soient gardés en journée ?

OUI NON VÉGÉTARIEN VÉGAN SOMME TOTALE DUE : MONTANT DE L'ACOMPTE

(la moitié de la somme due) :

Avec qui l'hébergement est-il souhaité ? (Attention, précisez impérativement si la distanciation physique est nécessaire dans le logement) :

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers...) :

Pour les personnes handicapées, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.).

Merci de renseigner toutes les demandes pour vous accueillir au mieux, en particulier en ce qui concerne le logement au vu des conditions d'accueil exceptionnelles liées à la crise sanitaire. La confirmation d'inscription est envoyée uniquement par mail.

**Fête du NPA à Rennes****De débats thématiques en débats stratégiques, l'aspiration à l'unité**

C'est finalement, après quelques hésitations nuageuses, sous un beau soleil que s'est tenue la fête du NPA Rennes, samedi 25 juin.

Cette journée de débats, de formations et de festivités a pu réunir plus de 200 personnes : un joli succès venu couronner une longue préparation, et de quoi (re)donner l'envie de lutter collectivement.

Des ateliers de fond

Un premier atelier sur les luttes LGBTI a permis d'échanger et de prendre contact entre militantEs, promesse de l'élaboration d'un travail à poursuivre. Parallèlement, c'est autour du thème « Le prolétariat aujourd'hui » qu'une vingtaine de personnes ont pu se concentrer sur les phénomènes d'externalisation et de l'industrialisation à l'échelle mondiale. La discussion qui a suivi a vu intervenir de jeunes lycéenEs intéressés par la construction contemporaine d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Dans le même temps, enfin, s'est tenu un atelier « internationalisme ». Riche de ses intervenantEs (un camarade kurde,



NPA

une syrienne, plusieurs exiléEs, une militante de la campagne BDS), le débat s'est conclu sur l'impérieuse nécessité de (re)construire des cadres de solidarité internationale et de fédérer.

Un débat des forces de la gauche révolutionnaire rennaise

Répondant à notre invitation, sont montés à la tribune, au côté de notre camarade du NPA, des militantEs de l'UCL et de LO. Chaque organisation

a ainsi pu développer son analyse de la période et ses propositions stratégiques, se positionnant, entre autres, par rapport aux dernières échéances électorales.

Les échanges avec la salle ont permis une franche discussion sur nos divergences et, au-delà de celles-ci, ont mis en lumière nos fondamentaux points de ralliement. Si nos avis diffèrent quant à l'enjeu politique représenté par l'émergence électorale de la NUPES ou sur les tâches à venir pour les révolutionnaires,

il nous reste l'essentiel : la conviction commune que seul un mouvement populaire révolutionnaire changera le sort des exploités et des opprimés pour en finir avec le capitalisme.

Il est bon, malgré des discussions parfois animées sur ce qui nous sépare, de voir cette question centrale nous réunir encore et toujours. Face à un capitalisme toujours plus destructeur, une solution : la révolution !

Un meeting à l'image des expressions de la journée

Avant l'ouverture des festivités (repas-concert), et en guise de conclusion à la fête, s'est tenu un meeting à plusieurs voix : celle du NPA jeune, celle de militantEs exiléEs et, pour terminer, celle de Philippe Poutou. L'urgence de la situation des camarades concernés, l'urgence climatique également évoquée, nous rappelle à toutes et tous l'absolue nécessité de travailler à l'émergence d'un mouvement de masse décidé à renverser cette société. Pour ce faire, l'unité semble être de mise. Nos discussions détermineront ses formes et modalités mais cette journée a joyeusement rendu concret un tel espace de discussion. Le maintenir à l'avenir est désormais vital.

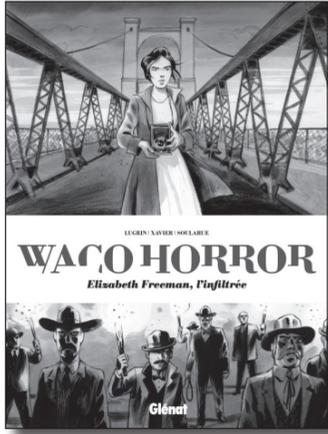
CorrespondantEs

Roman graphique

Waco Horror: Elizabeth Freeman, l'infiltrée

Scénario Lisa Lugrin et Clément Xavier, dessins de Stéphane Soularue. Éditions Glénat, 157 pages, 22 euros.

Année 1916. Waco, une ville dynamique et « progressiste » du Texas invite la militante féministe (suffragette) Elizabeth Freeman à donner une conférence sur le droit des femmes. Son ami, le sociologue afro-américain W.E.B. du Bois, militant pour les droits civiques et l'égalité, s'inquiète de la disparition d'un jeune noir accusé du meurtre d'une femme blanche. Il lui demande de mener une enquête discrète pour retrouver le jeune homme. Tous les faits sont authentiques et nous donnent la première BD « intersectionnelle » chez un grand éditeur, où le féminisme ultra présent se confond avec la lutte pour l'égalité, amplifiant cette dernière. Un « Black Lives Matter » du début du vingtième siècle en quelque sorte !



son courage et son antiracisme qui permet aux femmes noires de se mélanger aux femmes blanches pendant les manifestations, comme celle de 1913 entre New York et Washington. Son rapport pour la NAACP¹ sur le lynchage de Jesse Washington la propulse au premier plan, avant qu'elle ne tombe dans l'oubli.

W.E.B. du Bois est né le 23 février 1868 à Great Barrington, aux États-Unis. Après avoir été diplômé de l'université Harvard, où il fut le premier afro-américain à y obtenir un doctorat, il devint professeur d'histoire, de sociologie et d'économie. Du Bois fut l'un des fondateurs de la NAACP en 1909 et de son journal *The Crisis*. Fervent défenseur du panafricanisme et de l'indépendance des colonies africaines, lui aussi a été injustement

oublié. Outre un récit bouleversant et engagé, les auteurEs remettent sur le devant des scènes des héros de la lutte pour l'égalité. Merci à eux.

Plongée dans l'Amérique ségrégationniste bien-pensante

L'affaire Jesse Washington a particulièrement marqué les esprits aux États-Unis, et seule l'entrée en guerre des USA contre l'Allemagne occulta les conséquences que ce lynchage aurait dû provoquer dans le pays. En plus de la simple ignominie du lynchage, les bourreaux n'hésitèrent pas à documenter leur méfait. Des cartes postales de chaque étape du lynchage furent éditées pour la population locale. Elles montraient le corps de la victime, martyrisé puis carbonisé et découpé. Leur publication dans la presse nationale grâce à l'enquête périlleuse d'Elizabeth Freeman à Waco via le journal antiraciste *The Crisis* causa un véritable électrochoc au sein de la population étatsunienne. Encore de nos jours, « Waco 1916 » reste une blessure vivace dans la société. Spike Lee y fait encore référence dans son film *BlacKkKlansman*. La suffragette va en effet prendre beaucoup de risques pour récupérer d'abord les négatifs des photos monstrueuses, auprès du photographe local M. Gildersleeve, payé par les braves gens, puis les procès-verbaux du « jugement » rendu par le juge Munroe. Elizabeth, à un moment de son enquête, cernée

par la foule ameutée par le KKK, ne devra son salut qu'à l'aide d'une autre suffragette et à l'émeute de la population noire de la ville.

Le dessin comme pratique sonore

Le récit en lui-même est centré sur le personnage de la suffragette, jeune femme intelligente que l'on voit progresser dans son enquête de manière habile, au fil des rencontres et d'un peu de manipulation/séduction des hommes qu'elle croise. « Des petites scènes drôles émaille son parcours et font délibérément alterner des moments de légèreté et les points culminants dans la découverte de l'horreur. »¹ La découverte du lynchage fait basculer l'album dans l'horreur. Les scénaristes et le dessinateur utilisent habilement un artifice pour amortir le choc. Ils ne montrent directement qu'une des photos du lynchage et se servent des dessins d'une petite fille qui a assisté à toute la scène, à la folie criminelle de la foule de racistes (une BD dans la BD).

Le dessin de Stéphane Soularue reste simple dans la mise en scène des personnages. Il joue habilement avec les lumières expressives dans les moments d'émotion, ou pour rendre les scènes nocturnes sous une lune blafarde encore plus impressionnistes. « J'aime le rythme dans la pratique du dessin, l'alternance entre des moments de grande application, de délicatesse du trait et des instants où le dessin claqué, la ligne s'échappe et ça fait du bruit. »³

Une BD qui vous poursuivra longtemps après avoir refermé l'album.

Sylvain Chardon

1 - NAACP - National Association for Advancement of Colored People.

2 - Mick Léonard, de « Planète BD ».

3 - Interview du dessinateur Stéphane Soularue pour la collection Karma.

Exposition

Nous et les autres, des préjugés au racisme

Au Muséum d'histoire naturelle, Jardin public de Bordeaux. Jusqu'au 5 février 2023, 10h30-18h, 7 ou 4 euros.



« La science a-t-elle quelque chose à dire sur le racisme ? Peut-on être raciste sans le savoir ? Existe-t-il des contextes plus propices au développement du racisme ? »

Que puis-je faire pour lutter contre le racisme ? ... L'exposition nous accueille par un mur de questions, et se propose d'y répondre, en cherchant à démêler ce qui relève des sciences (biologie, histoire, sociologie, psychologie, etc.) et ce qui est le produit des idéologies.

Différenciation, essentialisation, hiérarchisation, discrimination

Scientifique et politique, l'exposition est bien utile pour saper les préjugés, même si on peut regretter qu'elle accorde peu de place aux mobilisations militantes contre le racisme. Le catalogue, tiré de l'exposition originale au Musée de l'Homme à Paris, en parle davantage. Elle propose un parcours qui commence par « moi et les autres », autour des mécanismes psychologiques utilisés par le racisme, de la différenciation à la hiérarchisation, en passant par la catégorisation, l'essentialisation, la discrimination... La compréhension de ces mécanismes nécessite d'aller vers l'explication historique des rapports d'exploitation et de domination. C'est ce que montre la suite, « race et histoire », autour notamment de la colonisation qui a provoqué la « racialisation des identités collectives » pour justifier la soumission des peuples colonisés et l'esclavage. Les expositions coloniales, les objets et pubs de la vie quotidienne, les programmes scolaires, contribuaient à étendre le racisme au sein des classes populaires. L'expo montre aussi comment des scientifiques ont pu nourrir des préjugés et servir les pouvoirs. D'autres ont été des militants pour combattre la prétendue supériorité biologique de certains humains sur d'autres. La dernière partie propose un « état des lieux » sur le racisme aujourd'hui. Elle montre comment la génétique a tordu le cou au « racisme biologique », la notion de race n'ayant aucun fondement scientifique chez les êtres humains. Mais le racisme social est bien là. Graphiques et témoignages montrent ce qu'il en est des discriminations en France, et aussi des évolutions d'une société où de nombreuses barrières tombent.

François Minvielle

Documentaire

Ni Dieu ni maître, une histoire de l'anarchisme de Tancrède Ramonet

Deux épisodes diffusés en octobre prochain sur LCP.

Presque cinq ans après la diffusion des parties 1 et 2 du documentaire de Tancrède Ramonet, *Ni Dieu ni maître, une histoire de l'anarchisme*, le réalisateur militant revient avec deux nouveaux épisodes attendus. Une tournée d'avant-premières a eu lieu dans plusieurs endroits, militants ou non, pour préparer la sortie officielle courant octobre.

L'histoire d'un courant du mouvement ouvrier

Les deux premières parties du documentaire, *La volupté de la destruction* et *La mémoire des vaincus*, retraçaient l'histoire du mouvement anarchiste depuis 1840 jusqu'à 1945, et avaient rencontré un grand succès au sein des milieux militants libertaires mais pas que. Et pour cause : les deux films brillaient par une réalisation léchée et une histoire d'un courant important du mouvement ouvrier très souvent méconnue. Sous forme d'archives et d'entretiens, le documentaire revient sur une histoire exhaustive de l'anarchisme depuis les associations fraternelles des travailleurs jusqu'à la pédagogie libertaire en passant par la révolution de 1917 et celle

de 1936. La force du documentaire puise dans cette tentative de dresser un portrait internationaliste de ce mouvement et y parvient par de nombreux aspects.

La grande force du documentaire a également été sa visibilité, bénéficiant d'une large diffusion par Arte et par des homologues partout dans le monde, faisant du film une référence pour toute une nouvelle génération militante l'ayant découvert et s'étant retrouvée dans certains concepts du mouvement anarchiste.

Si, certes, il y a bien des critiques qui peuvent être formulées, sur le documentaire comme sur le mouvement anarchiste, *Ni Dieu ni maître, une histoire de l'anarchisme* reste un documentaire intéressant et précieux pour découvrir et comprendre la pensée libertaire.

De la révolution à la provocation

Cinq ans plus tard, Tancrède Ramonet revient avec non pas un mais deux nouveaux épisodes qui auront dû faire le parcours du combattant pour sortir. Et pour cause, malgré le succès des deux premiers épisodes, Arte a refusé de produire le troisième opus, plus contemporain et donc trop politique pour la



chaîne, touchant trop à l'actualité des violences policières notamment. Pour aboutir, la société de production Temps Noir a donc eu recours au financement participatif qui a rencontré également un succès permettant de réaliser la suite, sous forme non pas d'un épisode mais deux, plus adéquats pour dresser une histoire plus complète.

Ces deux nouveaux épisodes, *Des Fleurs et des pavés* et *Les Réseaux de la colère*, qui seront diffusés mi-octobre sur LCP en France, reviennent sur l'histoire du mouvement anarchiste de 1945 à 2011.

L'après-guerre marque pour le mouvement anarchiste un tournant significatif puisqu'elle signifie, pour une partie des anarchistes, l'abandon de la lutte des classes et de la révolution sociale au profit d'une révolution culturelle, d'abord dans le mouvement pacifiste puis dans l'action violente, à l'image des anarchistes individualistes du début du 20^e siècle. Le documentaire fait le choix de se concentrer sur le courant le plus spectaculaire du mouvement anarchiste mais pas le plus cohérent en revenant sur les provos aux Pays-Bas ou les Angry Brigade en Grande-Bretagne mais pas sur le travail syndical, donnant dès lors l'impression que le mouvement libertaire a rompu avec le prolétariat au profit du spectaculaire. Il est dommage que le documentaire donne plus de place à cette histoire spectaculaire mais peu efficace plutôt qu'à une histoire certes moins sexy mais ayant fait plus de preuves dans le mouvement ouvrier.

Certes, ces deux nouveaux épisodes sont critiquables sur de nombreux aspects, orientation en faveur des anarchistes autonomes et analyses parfois bancales, notamment sur le mouvement zapatiste, qualifiant d'anarchistes des mouvements ne s'en étant jamais réclamé. Mais ils restent deux films très intéressants à voir et à analyser pour se nourrir de l'expérience et de réflexions d'autrui.
Radu Varl

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

Otan : de mal en pis

À l'occasion du sommet de l'Otan qui se tient à Madrid cette semaine, nous publions une contribution de **Gilbert Achcar**.

À la fin du mois de juin, pour la deuxième fois depuis l'adhésion de l'État espagnol à l'Otan en 1982, l'Alliance atlantique tient un sommet à Madrid. Il se trouve que chacun de ces deux sommets de Madrid constitue un moment déterminant dans l'histoire de l'organisation.

« Moment unipolaire »

Le sommet précédent, en 1997, fut l'aboutissement d'un long débat entre les gouvernements des pays membres de l'Otan sur l'élargissement de l'alliance vers l'Est. Le débat était public et animé aux États-Unis, impliquant la quasi-totalité de l'establishment du domaine de la politique étrangère. Il opposait ceux qui mettaient en garde contre l'ostracisme à l'égard de la Russie – ce qui, selon eux, était la manière dont toute expansion de l'Otan vers des pays autrefois subordonnés à Moscou serait inévitablement perçue par les Russes – à ceux qui étaient impatients de saisir l'opportunité offerte par ce que l'éditorialiste du *Washington Post* Charles Krauthammer avait appelé en 1990 « le moment unipolaire », afin d'étendre l'hégémonie étatsunienne à des régions qui faisaient autrefois partie de la sphère soviétique. Cette dernière position était partagée par la majeure partie de l'administration Clinton, inspirée en coulisses par un Zbigniew Brzezinski dans le rôle de gourou.

Les partisans de l'expansion de l'Otan vers l'Est souhaitaient que l'empire US englobe une grande partie de l'ancien empire soviétique, car ils pensaient que, tôt ou tard, la Russie postcommuniste chercherait à renouer avec sa longue tradition impériale. Il était donc nécessaire d'anticiper cette évolution inévitable en assurant le contrôle étatsunien de la plus grande partie possible de l'ancien empire soviétique. Étant donné que le régime de Poutine s'est effectivement engagé dans un comportement prédateur depuis 2008 dans ce que la Russie considère traditionnellement comme son « étranger proche » impérial – intervention en Géorgie en 2008, annexion de la Crimée et intervention dans le Donbass en 2014, tentative d'invasion pour un « changement de régime » en Ukraine en 2022, et efforts continus pour occuper l'ensemble du Donbass et les régions adjacentes – on serait tenté de croire que ceux qui ont préconisé l'élargissement de l'Otan ont eu raison.

Prophétie auto-réalisatrice

La vérité, cependant, est que ce résultat est précisément ce contre quoi les opposants à l'élargissement avaient mis en garde. Ils avaient prédit à juste titre que les Russes verraient l'expansion de l'Otan vers l'Est comme un geste hostile et qu'elle susciterait donc des attitudes revanchardes parmi eux. En d'autres termes, ils ont averti que l'élargissement de l'Otan en prévision d'un retour de la Russie à un comportement impérial constituerait en fait une prophétie auto-réalisatrice.

Le sommet de 1997 a officiellement invité la Hongrie, la Pologne et la République tchèque à rejoindre l'alliance. L'adhésion des trois pays d'Europe de l'Est s'est achevée deux ans plus tard, lors du sommet de Washington qui célébrait le 50^e anniversaire de l'Otan. Cette adhésion a



WIKIMEDIA COMMONS

eu lieu alors que l'alliance bombardait la Yougoslavie en violation du droit international, dans le cadre de la première guerre menée par les États-Unis après 1990 et non autorisée par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Avec l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003, qui ont contourné une fois de plus le Conseil de sécurité des Nations unies, et l'élargissement de l'Otan en 2004 à sept autres pays d'Europe de l'Est, dont les trois États baltes, qui faisaient autrefois partie de l'URSS, cette série d'événements a été décisive pour créer l'animosité entre la Russie et l'Occident, prélude à l'invasion de l'Ukraine.

Le prochain sommet de Madrid sera l'occasion d'un saut qualitatif majeur dans la définition de la raison d'être de l'Otan, non moins conséquent que celui de 1997. Il ne s'agit pas d'une allusion à l'invitation formelle de la Finlande et de la Suède à rejoindre l'alliance, bien que ce développement soit certainement très significatif, plus peut-être que tous les cycles d'élargissement précédents, car il allongera considérablement la frontière directe de l'Otan avec la Russie (la frontière de la Finlande avec la Russie est longue de 1340 km). Sur cette question, le seul point d'interrogation est la position de la Turquie, car toute nouvelle offre d'adhésion doit être approuvée à l'unanimité par tous les membres actuels de l'Otan, un principe qui confère à chacun d'eux un véritable droit de veto. Ankara souhaite que les deux États nordiques prennent des mesures contre le mouvement kurde, fortement représenté parmi les réfugiés dans les deux pays.

Hostilité ouverte à la Chine

Mais la nouveauté la plus dangereuse du sommet de Madrid consiste en une extension qualitative majeure de l'objectif de l'Otan. Fondée à l'origine comme une alliance défensive contre l'Union soviétique et ses États subordonnés, l'Otan s'est muée après 1991 en une « organisation de sécurité » – ce qui signifie qu'elle a été impliquée dans des actions militaires (l'Otan en tant que telle ne s'est formellement engagée dans aucune guerre à l'époque de l'URSS) – et a redéfini son objectif en ostracisant la Russie post-soviétique par une extension vers ses frontières. Le Conseil Otan-Russie créé en 1997 était une maigre consolation donnée à Moscou au lieu de l'inviter à rejoindre l'alliance. Personne n'a été dupe. De tacite, l'hostilité de l'Otan envers la Russie est devenue explicite après l'annexion de la Crimée en 2014. Le sommet de Madrid va directement impliquer l'Otan dans une hostilité ouverte à la Chine, bien

au-delà de la zone de compétence initiale de l'alliance. Le Japon, ainsi que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud ont été invités à participer au sommet de Madrid en tant que « partenaires » de l'Otan dans la région Asie-Pacifique – une provocation très sérieuse pour Pékin, qui ne peut interpréter cette invitation que comme une étape vers la consolidation des alliances dirigées par les États-Unis dans un réseau mondial unique opposé à la Russie et à la Chine. À l'issue de la réunion préliminaire des ministres de la Défense de l'Otan qui s'est tenue le 16 juin, le secrétaire général de l'organisation, Jens Stoltenberg, a déclaré que le nouveau concept stratégique de l'Otan qui sera adopté au sommet de Madrid exposera la position de l'alliance « sur la Russie, sur les défis émergents et, pour la première fois, sur la Chine ».

Reconstruire un mouvement mondial pour la paix

Dans la perspective de la volonté de Washington de perpétuer son hégémonie sur la majeure partie de l'Europe et de l'Asie-Pacifique en présentant la Russie et la Chine comme des ennemis – une stratégie globale qui a été suivie par toutes

les administrations US successives après 1991 – la nouvelle escalade qui sera confirmée à Madrid est tout à fait logique. Tout en soutenant résolument la résistance de l'Ukraine à l'invasion russe, le président Biden a multiplié les gestes provocateurs à l'égard de Pékin.

Du point de vue de l'Europe et de l'Asie-Pacifique, acquiescer à cette extension de facto du rôle de l'Otan équivaut à se laisser entraîner comme les moutons de Panurge jusqu'à se jeter à la mer. Se mettre à dos la Chine n'est pas dans l'intérêt de l'Europe, ni dans celui d'aucun des États invités au sommet de Madrid. Même si les gouvernements européens pensaient que la Russie est désormais irréversiblement devenue une menace pour leur sécurité, il serait tout à fait contre-productif pour eux de pousser Pékin à consolider une alliance avec Moscou.

Ces développements rapprochent le monde d'une conflagration qui pourrait éclipser la guerre en cours en Ukraine et mettre en danger l'avenir de l'humanité. Il est urgent de reconstruire un mouvement mondial pour la paix opposé à toutes les alliances militaires et exigeant leur dissolution, un mouvement qui s'oppose également aux augmentations massives des budgets militaires. Il est grand temps de revenir au désarmement mondial sous l'égide de l'ONU, comme le prévoit la Charte de l'ONU. Cette charte est la pierre angulaire du droit international dont le rôle doit être renouvelé contre la dérive actuelle vers la loi de la jungle. Les sommes énormes et toujours croissantes qui sont consacrées à l'armement et à la destruction pourraient être judicieusement réaffectées aux seules guerres qui sont véritablement dans l'intérêt de l'humanité : les guerres contre la pauvreté et le changement climatique.

Gilbert Achcar

L'image de la semaine



Vu ailleurs

GRÈVE CHEZ RYAN AIR. Les premiers départs de l'été européen ont été perturbés samedi [25 juin] par une grève de personnels navigants de la compagnie aérienne Ryanair, contrainte d'annuler des dizaines de vols, surtout en Belgique et en France, ont indiqué des sources syndicales et aéroportuaires.

Chez Ryanair, plusieurs syndicats d'hôtesse de l'air et de stewards avaient appelé à cesser le travail à partir de vendredi et pour plusieurs jours, en Espagne, au Portugal et en Belgique. En Italie et en France, la grève a débuté samedi.

Samedi en France, 36 vols ont été annulés sur les 80 exploités normalement par Ryanair avec du personnel français, a indiqué à l'AFP Damien Mourgues, délégué syndical du SNPNC, qui avait appelé au mouvement les quelque 300 hôtesse et stewards de la compagnie en France.

Pour dimanche, neuf vols au départ ou à l'arrivée de Bordeaux sont annulés sur 36, selon un porte-parole de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac.

À Marseille, 12 vols devaient être annulés, selon un porte-parole de l'aéroport Marseille Provence.

«Lorsqu'ils ont vu se profiler la grève, ils ont commencé à nous donner de l'eau dans les avions, ce qui était une des choses que nous réclamions depuis longtemps. Il y a trois jours, on nous a accordé deux litres d'eau par membre du personnel dans toute l'Europe. Avant, nous devions apporter à bord notre propre eau», a dit Damien Mourgues, en rappelant que la première revendication était «les conditions salariales et de travail».

En France, c'est l'aéroport de Marseille – où Ryanair a basé cinq avions – qui a été le plus touché samedi par le mouvement avec une quinzaine de vols annulés, soit «25% du programme Ryanair quotidien sur l'aéroport» selon l'aéroport qui évoque un «impact restreint».

À Bordeaux (trois avions basés), 14 vols ont été supprimés samedi sur les 26 prévus dans la journée, et deux à Beauvais, où Ryanair a deux avions basés.

Selon le site de Ryanair Scorebuddy recensant toutes les annulations de vols de la compagnie à bas coûts basée en Irlande, c'est l'aéroport de Charleroi en Belgique qui a été le plus touché, avec 44 vols aller-retour annulés samedi.

La compagnie n'a pas répondu aux demandes de l'AFP. [...]

Agence France-Presse, «Ryanair: annulations de vol en Belgique et en France suite à une grève d'hôtesse et stewards», 25 juin 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org